

Energie
**Le taux de
couverture en
gaz naturel a
atteint 62 % au
niveau
national**

Le Monde

de l'administration

Quotidien National d'Information ● www.lemondeadm.com

Jeudi 08 Octobre 2020 / N° 977

Prix : 20 DA

Premier jour de la
campagne
référendaire

**Les citoyens
appelés à
s'impliquer
massivement**

**Transition
énergétique:**

**L'Algérie veut
développer la
coopération
scientifique et
technologique
avec le PNUD**

**Mensuel
Afrique-Asie :**

**Le «grand
retour» de
l'Algérie sur
la scène
internationale**

Réfugiés

**L'Algérie pour le
renforcement
des capacités
humanitaires de
l'Afrique**

**Pour les 5
prochaines
années**

**La mise sur le
marché de tout
produit est
interdite sans
le certificat de
conformité**

**Industrie
automobile :**

**Plus de 130
demandes
d'agrément
déposées**

**Diversification
de l'économie
nationale**

**Le secteur
de l'Artisanat
participe à
la création de
la richesse**

Réouverture des frontières, prière du vendredi ...

Le Dr Bekkat Berkani s'exprime de nouveau

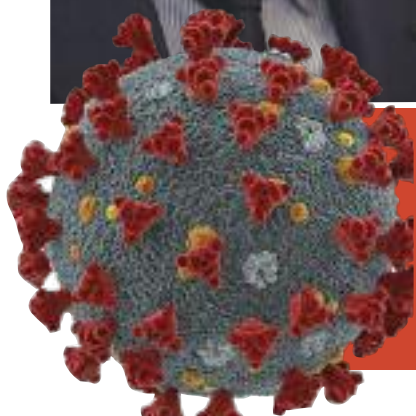


Le Président Tebboune au journal français L'Opinion

**« La Constitution est un "document
sacré" et personne ne pourra la
toucher pour briguer un 3ème
mandat »**

Coronavirus:

**121 nouveaux cas, 94 guérisons et
6 décès ces dernières 24 heures**



Premier jour de la campagne référendaire

Les citoyens appelés à une forte participation

Au premier jour de la campagne référendaire, les partis et les organisations de la société civile qui ont investi le terrain, ont saisi cette opportunité pour appeler les citoyens à une forte participation lors du référendum du 1er novembre. Le début de la campagne référendaire hier a vu des partis organiser des rencontres avec leurs militants et sympathisants en vue de leur expliquer le contenu du document amendé et les inciter à participer massivement à cette importante consultation populaire, laquelle traduit la volonté d'une Algérie en cohésion avec sa ligne novembriste. L'amendement constitutionnel est une réponse aux revendications exprimées par le peuple à travers son Hirak ainsi qu'aux attentes de la classe politique pour l'édification d'une Algérie nouvelle, fondée sur les principes d'un Etat de droit garant de la souveraineté populaire et soucieux du renforcement de l'unité nationale, ont-ils souligné. Le projet de l'amendement de la Constitution, élaboré par un groupe d'experts en droit constitutionnel, sur la base de 5.018 propositions d'amendement émanant de différentes franges de la société, de personnalités nationales et de forces politiques, a été adopté le 6 septembre en Conseil des ministres, avant de recevoir l'approbation des deux chambres du Parlement, successivement le 10 et le 12 du même mois. Récemment, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a indiqué que le projet d'amendement de la Constitution répond aux exigences d'édification d'un Etat moderne et aux aspirations du peuple à l'exercice de la véritable démocratie. Cette révision, a-t-il estimé, constitue une étape cruciale dans le cadre de la concrétisation de mon engagement à parachever la satisfaction des revendications exprimées par le peuple à travers le Hirak populaire béni et authentique, ainsi que des promesses auxquelles je m'étais engagé devant le peuple et que j'ai commencé à réaliser avec une sincère volonté selon une vision stratégique claire qui en appelle au pragmatisme de tout un chacun. Rappelant son engagement devant le peuple d'ouvrir à l'édification d'une nouvelle Algérie, le président de la République a indiqué que l'amendement de la Constitution, qui est la Loi fondamentale de l'Etat et le socle indispensable à l'édification d'une nouvelle République, s'inscrit dans le cadre de cette démarche. Afin que ce projet soit "consensuel", il a été soumis à enrichissement et débat à "grande échelle", en permettant à diverses composantes de la société, aux institutions, aux partis politiques et aux acteurs de la société civile d'en discuter "pendant plus de quatre mois, malgré la crise sanitaire induite par l'épidémie de Coronavirus dans notre pays et dans le monde", a fait observer le Président Tebboune. Dans ce contexte, M. Tebboune a évoqué sa décision d'organiser la consultation populaire le 1er novembre "en tant que date phare dans l'histoire nationale, source d'inspiration d'enseignements pour la génération de Novembre, qui a pris ses responsabilités envers le peuple en déclenchant une Glorieuse Révolution qui a inspiré les peuples et les pays en quête de libération du joug colonial". Et d'ajouter que "la symbolique de cette date confère un caractère particulier au référendum". Pour le président de la République, il sera la clé pour l'édification d'une Algérie attachée à sa ligne novembriste et tournée vers la construction d'un Etat sur des fondements transparents de démocratie, d'état de droit, d'indépendance de la magistrature, de droits et de libertés garanties et de lutte contre la corruption sous toutes ses formes". Le choix de cette date, poursuit le Président, "se veut un message de que le peuple algérien est un et indivisible et que son unité réside dans ses



valeurs nationales et religieuses, cristallisées en les positions de la Glorieuse révolution de libération, notamment la Déclaration du 1er Novembre 1954".

Un message signifiant à tout un chacun que le peuple algérien a définitivement tranché la question de l'identité et qu'il est déterminé à préserver sa stabilité et à mettre en échec toutes les velléités de semer la zizanie et le doute parmi ses rangs, tout en aspirant à construire un avenir radieux dans le cadre de la paix, de la sécurité et de la stabilité, a-t-il encore souligné. Dans le même ordre d'idées, le Président Tebboune a expliqué que la révision constitutionnelle sera également "un point de départ pour la reconstruction de l'Etat national fondé sur la justice sociale avec un système de gouvernance basé sur la séparation et l'équilibre des pouvoirs, loin de toute prédominance de l'un sur les autres et de toute autocratie. Un système de gouvernance où règnera la Justice et où seront préservés les droits et libertés". Rappelant en outre que le projet de révision de la loi fondamentale visait "le raffermissement de l'égalité entre citoyens, la protection des droits et libertés et la moralisation de la vie politique et publique et la lutte contre la corruption, sous toutes ses formes", le président de la République a indiqué qu'il s'agit aussi de "la consolidation du rôle du Parlement en matière de contrôle du Gouvernement, l'amélioration de la gouvernance, le renforcement des institutions de gouvernance et la promotion de la démocratie participative". Après avoir réaffirmé, par ailleurs, son attachement "constant à préserver l'harmonie et le consensus et à se référer toujours à la majorité", le président Tebboune a mis en avant "l'intangibilité des fondements de l'identité nationale dans la prochaine Constitution, et que partant, ils ne sauront faire l'objet ni de débat politique ni de polémique". Il a souligné, dans ce sens que le projet "a traité l'ensemble des questions inhérentes, telle que l'acceptation des résultats des législatives qui donneront lieu soit à la désignation d'un chef de gouvernement lorsqu'il résulte de la majorité parlementaire () soit d'un Premier ministre lorsqu'il résulte d'une majorité présidentielle, et qui mettra en œuvre un plan d'action puisé du programme du Président de la République, élu par le peuple.

T. Benslimane

Réouverture des frontières, prière du vendredi ...

Le Dr Bekkat Berkani s'exprime de nouveau

Le docteur Mohamed Bekkat Berkani, membre du comité scientifique chargé du suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus (covid-19) en Algérie, s'est exprimé, à nouveau, sur le question de la réouverture des frontières. Le docteur Mohamed Bekkat Berkani a expliqué « le raison qui pousse certains pays, notamment ceux de l'union européenne, à maintenir l'Algérie dans leur liste rouge des pays à risque ». « De toute façon, le trafic aérien est à l'arrêt, par conséquent il est hors de question de parler de classification. Cette dernière est tout à fait obsolète et, quelque part, tendancieuse. Sinon comment la communauté européenne maintient-elle un pays comme l'Algérie même avec 500 cas/jour sur cette liste, alors que les pays européens frisent les dizaines de milliers de cas quotidiens ? », s'est-il interrogé. « Pour le moment gardons notre calme, lorsque la décision politique sera prise de rétablir un tant soit peu les liaisons aériennes, maritimes et terrestres, à ce moment-là et d'un commun accord avec les pays, il y aura les exigences des protocoles sanitaires », a-t-il estimé.

Dans ce même contexte, et interrogé sur les raisons derrière la réponse défavorable à la réouverture des frontières, le docteur Bekkat Berkani a expliqué que « l'exigence les tests PCR ne suffisait pas, car rien ne garantit que le voyageur ne contracte le virus à l'aéroport ou dans l'avion quand bien même il aurait effectué le test 72 heures avant leur embarquement. Les tests PCR ne sont pas une assurance totale et générale. Laissons-nous le temps de profiter de cette accalmie pour effectuer les rentrées scolaires et universitaires et retrouver normalité progressive », a-t-il détaillé. « Nous comprenons les difficultés qu'éprouvent nos compatriotes. Nous sommes tous atteints. Il y a les cas humanitaires qui pourraient être pris en charge avec nos autorités consulaires en vue de leur rapatriement. il reste que personne ne peut préjuger de l'évolution de l'épidémie d'ici quelques semaines », a-t-il rajouté. Enfin, le membre de comité scientifique s'est exprimé au sujet de la reprise de la prière du vendredi au niveau les mosquées, à cet effet, il a rappelé « que le virus de coronavirus (covid-19) existe toujours », soulignant que « le décision de l'annulation de la prière de vendredi dans les mosquées est une fatwa religieuse émise pour les raisons sanitaires ». « La population doit savoir que nous n'avons pas fini avec le virus du covid. Que toutes les mesures doivent être murement réfléchies surtout dans les endroits confinés et où il y a concentration de personnes. Le gros problème c'est la promiscuité. La décision d'annuler la prière de vendredi est une fatwa religieuse pour les raisons sanitaires. Mon avis est d'attendre encore un peu », a-t-il conclu.



M.T

Le Président Tebboune au journal français L'Opinion

« La Constitution est un "document sacré" et personne ne pourra la toucher pour briguer un 3ème mandat »

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que la Constitution est un "document sacré" et que désormais plus personne ne pourra y toucher pour briguer un troisième mandat. "La Constitution est un document sacré. Si le peuple la respecte, les dirigeants doivent la respecter encore plus. C'est peut-être philosophique pour certains. En Algérie, plus personne ne pourra toucher à la Constitution pour (réaliser) un troisième mandat", a indiqué le président Tebboune dans une interview au journal français L'Opinion. "Je m'interdis de juger mes pairs et ne jette la pierre à personne. Mais on a vu les conséquences de ces prolongements successifs. Le président Zeroual avait fixé une limite à deux mandats. Moi, j'y tiens personnellement, aussi bien pour la présidence que pour le Parlement", a-t-il souligné, estimant que "dix ans, c'est suffisant pour exprimer ses idées, développer son schéma de développement politique". Interrogé sur une prétendue répression à l'égard de journalistes et des militants du hirak, le président Tebboune a assuré qu'"aucun journaliste n'a été arrêté pour le fait d'être journaliste", rappelant que "depuis le temps où j'étais ministre de la Communication et de la Culture, j'ai toujours voué le plus grand respect à la presse et je n'ai pas fait de différence entre la presse publique et privée". "Seulement, le fait d'être journaliste ne donne aucune immunité concernant l'atteinte à l'ordre public", a-t-il fait observer, affirmant que "les arrestations ne sont pas faites sur la base des idées, des slogans ou le fait d'être opposant". Pour le président de la République, "il y aura toujours des voix discordantes", car "chacun voit les choses à sa manière", relevant qu'"une République qui cherche à entamer une vraie démocratisation de la vie publique, tient compte de l'avis de la majorité tout en respectant les avis minoritaires". "Il y a des ONG qui sont stigmatisées pour leur accointance, leur manière de voir les choses, leur négativisme. D'autres sont très respectables et nous comptons sur leur avis. Il n'y aura pas de répression, mais de la protection de l'ordre public. Quand il y a violation du droit du citoyen à la sérénité et à la vie paisible, l'Etat doit intervenir", a-t-il dit. Interrogé sur les décisions prises pour restaurer l'autorité de l'Etat, le président Tebboune a indiqué que "nous avons procédé à des changements dans tous les corps de l'Etat et nous nous sommes attelés à fournir les efforts pour que le projet de Constitution soit le reflet réel de la demande populaire de changement, comme je m'y étais engagé durant la campagne". Il a rappelé que le 22 février 2019, "pratiquement, toute la population est sortie dans la rue pour exprimer son ras-le-bol par



rapport à tout ce qui s'était passé les deux à trois années précédentes et s'était achevé par une comédie de préparation d'une élection pour un cinquième mandat, sachant que le président Bouteflika était devenu impotent. Le hirak béni a mis fin à cette comédie". "Protégé par l'armée et les services de sécurité, ce mouvement populaire et civilisé s'est exprimé de façon très politique et très pacifique. Ses représentants avaient plusieurs doléances : l'arrêt du processus électoral, la fin du quatrième mandat et un changement radical de la gouvernance", a soutenu le président de la République. Pour lui, ce furent "les premières élections propres et transparentes. Le plus difficile fut de regagner la confiance de ce peuple désabusé par des années de gestion folklorique qui tenait de la république bananière. Il fallait montrer que le changement était radical au niveau de la gestion locale, régionale et nationale". S'agissant de la "promotion du renouvellement générationnel", M. Tebboune a indiqué que c'était "l'un de mes engagements essentiels", ajoutant qu'il a commencé samedi dernier à "concrétiser ce changement afin de créer une nouvelle génération d'entrepreneurs, de permettre aux jeunes de s'émanciper économiquement, de ne pas être obligé de montrer patte blanche à tel ou tel oligarque sur le plan économique. L'Etat va les aider à émerger en tant que force économique. Les start-up algériennes deviennent une réalité", a-t-il souligné, relevant que sur le plan politique, il s'est engagé à introduire "le maximum de jeunes au niveau des instances élus, y compris au sein de l'Assemblée populaire nationale".

"Ils seront là pour représenter le peuple de manière plus moderne. Les jeunes sont restés honnêtes, propres et n'ont pas répondu aux sirènes des oligarques. A ce titre, ils méritent de gérer le pays avec l'aide et les conseils de leurs aînés. J'espère avoir une majorité de jeunes aux assemblées nationale, régionales, au niveau des wilayas et des municipalités", a-t-il mentionné.

Nous avons déjà eu notre propre printemps algérien

Interrogé sur "les nombreux bouleversements politiques qui ont eu lieu en Afrique depuis 2011", le président Tebboune a indiqué que l'Algérie "n'a pas subi le Printemps arabe. Le 5 octobre 1988, nous avons déjà eu notre propre printemps algérien". Il a ajouté que, dans ce sillage, "la société s'est métamorphosée, le pouvoir aussi", relevant que "le multipartisme a aidé à l'introduction de nouvelles idées politiques et économiques. Le pays a commencé à entrer dans le libéralisme pour sortir de l'économie socialiste et administrée. Malheureusement, il y a eu un dérapage en 1992. Cette démocratie débutante à laquelle tout le monde aspirait, a été squattée par un mouvement islamiste". "Nous sommes entrés dans les ténèbres de la transition qui a duré une dizaine d'années avec un nombre de victimes incalculables, des pertes économiques estimées à plusieurs dizaines de milliards de dollars... On a essayé, par la suite, de reprendre le cours normal de choses. A la fin des années 2012-2014, on a revécu les mêmes déviations avec

un pouvoir personnel adossé à la +kleptocratie+ qui s'est emparée des richesses du pays. Cela a donné le « hirak béni » du 22 février", a-t-il ajouté. S'agissant des révolutions récentes, le président Tebboune a observé que les pays maghrébins comme la Tunisie "ont fait leur mue", ajoutant que "nous avons fait la nôtre. Le reste de l'Afrique est malheureusement resté sur l'héritage colonial. La misère, la pauvreté, la non-structuration réelle des Etats s'est traduite par une certaine fragilité dans la gouvernance. Je souhaite personnellement que ce qui s'est passé au Mali ne soit pas le début d'un +Printemps africain+".

Crise malienne, la solution réside dans les accords d'Alger

Interrogé sur la crise malienne, le président Tebboune a assuré que la solution est à "90% algérienne", ajoutant que l'Algérie, depuis son indépendance, s'est pas occupée à régler les contentieux ethniques et géographiques des pays de la région. Le président de la République a rappelé que tous "les antagonistes se sont retrouvés (par le passé) à Alger et ont accepté un mode d'emploi pour régler cette question et reprendre une intégration réelle du nord et du sud à travers des actions sociales, politiques, économiques, organisationnelles", affirmant que "la solution réside dans les accords d'Alger". À propos de la crise libyenne, M. Tebboune a indiqué que pour "reconstruire la Libye, il faut commencer par bâtir la légitimité populaire", ajoutant qu'il "faut donc organiser des élections, quitte à le faire d'abord région par région". La démarche consistera, ensuite, à "reconstituer toutes les institutions : Assemblée nationale, élection d'un Premier ministre, peut-être même d'un président de la République. Il faudra aussi revoir la base de la Constitution et l'équilibre des forces politiques pour asseoir de bonnes relations et le respect entre les institutions de l'Etat", a-t-il préconisé. Interrogé sur une possible collaboration avec le président Macron pour résoudre ces crises, le président Tebboune a indiqué qu'"on peut travailler ensemble sans que les actions des uns soient antonymiques à celles des autres. En partenaires égaux -et je maintiens égaux-. Il a indiqué dans ce cadre que "les visions sont assez proches", ajoutant que "notre vision est purement fraternelle. Nous n'avons aucune ambition géopolitique ou économique, mais de sauvetage de nos pays frères. La vision, qui ne tient pas uniquement au président de la République française, est peut-être une vision de puissance, d'ex-puissance coloniale".

Synthèses M.H / Ag

Transition énergétique:

L'Algérie veut développer la coopération scientifique et technologique avec le PNUD

Le ministre de la Transition Énergétique et des Energies Renouvelables, le Professeur Chems Eddine Chitour, a reçu en audience la Représentante résidente du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en Algérie, Blerta Aliko, avec qui il a évoqué les perspectives et moyens de renforcer la coopération bilatérale avec le PNUD dans le domaine de la transition énergétique. La discussion lors de cette audience, tenue mardi, a porté sur les possi-

bilités d'échanges avec le PNUD en matière de partage d'expertise et d'expérience, de renforcement des capacités et ce à travers des actions concrètes qui permettront un accompagnement dans la réalisation des objectifs nationaux notamment le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique et des projets y afférents. Dans ce cadre, le ministre a exprimé le souhait de l'Algérie de bénéficier de l'expertise d'une institution aussi prestigieuse que le PNUD, de point de vue acadé-

mique mais éventuellement des savoirs qui existent dans certains nombre d'universités et auxquels nous pouvons y avoir accès. Cette rencontre a été également l'occasion de présenter les activités du ministère de la Transition Énergétique et des Energies Renouvelables, qui vise notamment à la mise en place d'un nouveau modèle énergétique à l'horizon 2030. A cet effet, monsieur le ministre a évoqué l'importance de la formation scientifique et technologique dans la concrétisation des objectifs du

pays dans ce domaine. Il a annoncé, à cet égard, que l'institut de la transition énergétique et des énergies renouvelables (ITEER) sera ouvert à Sidi Abdellah (Alger), en septembre 2021, dans l'objectif de former, des experts capables de prendre en charge le plan des énergies renouvelables et d'économie d'énergies. La représentante résidente du PNUD a réitéré son soutien et l'engagement de son institution à mettre tous les moyens nécessaires pour concrétiser une coopération fructueuse,

dans les domaines de la maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables. Par ailleurs, il a été évoqué la possibilité de l'organisation d'une manifestation avec le PNUD qui aura pour thématique la transition énergétique en Algérie au courant de l'année 2021. Enfin, le Professeur Chitour a proposé d'organiser d'autres réunions entre les experts des deux parties pour identifier conjointement les axes et projets de coopération à mettre en œuvre.

N.I

Réfugiés : L'Algérie pour le renforcement des capacités humanitaires de l'Afrique

L'Algérie a plaidé, lundi, au nom du Groupe africain à Genève pour le renforcement des capacités humanitaires des pays africains, soulignant l'urgence de s'attaquer aux causes profondes des déplacements forcés par le biais de "solutions globales, durables et inclusives". "Il est particulièrement impératif de protéger et de renforcer les capacités humanitaires des pays africains qui, malgré le fardeau supplémentaire qui pèse sur leurs économies, continuent de faire preuve de solidarité envers les personnes déplacées de force, dans la tradition africaine d'hospitalité et de générosité", a déclaré l'Algérie au cours de la 71e session du Comité exécutif du Programme du Haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. La Mission permanente d'Algérie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, a noté dans sa déclaration au nom du Groupe africain lue par le chargé d'affaires Mehdi Litim, le sous-financement des activités du HCR en Afrique, soulignant que "le niveau actuel de financement n'est pas proportionnel au nombre de personnes relevant de son mandat dans la région". Dans cette déclaration "le Groupe africain a noté avec une "profonde inquiétude" le sous-financement enregistré dans le budget final pour 2019". Le manque de financement a affecté, regrette aussi la mission d'Algérie à Genève, de "nombreux programmes de protection et d'assistance en Afrique". "Il est clair que, sans les ressources budgétaires requises, la réponse sera en deçà de l'exigence minimale pour les populations qui dépendent de l'aide humanitaire", a-t-elle affirmé, tout en reconnaissant l'engagement politique fort, manifesté par les pays africains pour accroître les possibilités de solutions durables pour les personnes déplacées de force. A ce propos, le Groupe africain a réitéré son "appel à la communauté internationale pour garantir un financement adéquat et flexible au profit des opérations du HCR en Afrique, appelant à doter les pays africains de "plus grandes opportunités économiques pour aider et protéger les personnes déplacées de force".

S'attaquer aux causes profondes des déplacements forcés

Selon la déclaration du groupe africain, la pandémie de la COVID-19 a démontré "l'importance du Pacte Mondial sur les Réfu-



giés en tant qu'outil essentiel pour relever les défis globaux. Le Groupe s'est dit, à ce titre, "fortement attaché" à ce Pacte, exhortant la communauté internationale à "œuvrer à la concrétisation du principe du partage des charges et des responsabilités". A ce propos, le Groupe a soutenu que "le contexte actuel ne devrait pas se limiter à la lutte contre une pandémie. Il est, en effet, tout aussi urgent de s'attaquer aux causes profondes des déplacements forcés par le biais de solutions globales, durables et inclusives". Dans ce sillage, à réitéré sa position sur la nécessité pour la protection internationale d'inclure des dispositions de stabilité pour permettre aux personnes déplacées de force de préserver leur dignité et d'apporter des solutions durables aux situations prolongées", afin qu'elles ne deviennent pas un "phénomène familier normalisé". S'agissant du rapatriement volontaire, le Groupe africain a réaffirmé que cette option "demeurerait la solution durable préférée pour les réfugiés". Dans le même contexte, l'Algérie s'est félicitée au nom du groupe africain des "accords tripartites" signés en 2019, avec certains pays africains, afin de faciliter le rapatriement volontaire des réfugiés, ainsi que du soutien apporté aux rapatriés pour faciliter leur intégration dans la société, regrettant toutefois la

baisse de 46% du rapatriement volontaire en 2019. Le groupe africain a salué aussi "les efforts déployés par le HCR pour prévenir et mettre fin à l'apatridie. Notant avec inquiétude que le nombre d'apatrides a atteint 4,2 millions fin 2019, il a estimé qu'il restait beaucoup à faire pour mettre fin à l'apatridie d'ici 2024.

Les déplacements forcés, "une menace sérieuse"

La délégation algérienne a exprimé, en outre, au nom du groupe africain sa "vive préoccupation" face à la tendance croissante des déplacements forcés dans le monde touchant désormais plus de 1 % de l'humanité. "Le Groupe africain demeure profondément préoccupé par la tendance croissante des déplacements forcés dans le monde. Nous sommes attristés de constater que des millions de personnes traversent encore mers et déserts pour fuir les conflits, les tensions politiques et les effets dévastateurs des catastrophes naturelles", a-t-elle souligné dans la même déclaration. Il y a selon les divers rapports publiés cette année, note la Mission permanente d'Algérie, "pas moins de 86,5 millions de personnes relevant du mandat

du HCR jusqu'à fin 2019, soit plus de 1% de l'humanité". Ces chiffres alarmants ont été aggravés en 2020, selon la déclaration, "par la pandémie de la COVID-19, qui pose des défis à la protection des réfugiés et des autres personnes relevant du mandat du HCR". "Cette situation demeure une menace sérieuse, en particulier dans les zones affectées par les conflits, les tensions politiques et les catastrophes naturelles", a-t-elle fait remarquer. Par ailleurs, la délégation algérienne a noté avec satisfaction que "la crise sanitaire mondiale n'a pas affaibli la détermination du HCR à se tenir aux côtés des réfugiés, des déplacés internes et des pays d'accueil", appelant toutefois l'Organisation à "continuer de travailler avec toutes les parties prenantes concernées pour veiller à ce que les réfugiés et les autres personnes relevant de son mandat aient accès, sans discrimination, aux services de base et aux traitements". "Il est particulièrement impératif de protéger et de renforcer les capacités humanitaires des pays africains qui, malgré le fardeau supplémentaire qui pèse sur leurs économies, continuent de faire preuve de solidarité envers les personnes déplacées de force, dans la tradition africaine d'hospitalité et de générosité", a-t-elle soutenu.

T.M

Mensuel Afrique-Asie : Le «grand retour» de l'Algérie sur la scène internationale

Le mensuel d'analyse politique, économique, sociale et culturelle «Afrique-Asie» a consacré à l'Algérie, un pays qui «tient à sa souveraineté et à son rôle d'Etat pivot» dans le monde, un article intitulé «Le grand retour de l'Algérie sur la scène internationale». D'emblée, l'auteur de l'article écrit : «Ceux qui avaient parié sur le repli de l'Algérie sur elle-même suite à une année de Hirak, une crise économique générée par la chute des prix des hydrocarbures et la pandémie de la Covid-19, auront été pour leurs frais.» Il a ajouté : «Contrairement aux Cassandres médiatiques, issus majoritairement du microcosme néocons, qui n'avaient cessé de surfer sur ces questions dans l'espoir de déstabiliser un pays qui tient à sa souveraineté et à son rôle d'Etat pivot notamment dans le Maghreb, la Méditerranée, l'Afrique sub-saharienne et dans le reste du monde,

l'Algérie est non seulement debout, mais s'en sort plutôt mieux que la plupart des pays avancés, que ce soit dans la lutte contre la pandémie, la diversification de son économie et l'application de la feuille de route concernant la réforme de ses institutions et la révision de sa constitution. Mais aussi et surtout par son rôle grandissant dans le concert des nations.» Il a rappelé que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a entamé, après son investiture à la tête de la magistrature suprême, la mise en œuvre des réformes structurelles qu'il avait inscrites dans son programme de campagne, surtout, la révision de la Constitution, affirmant que désormais «la machine à réformer est en marche». «Cet engagement pour une nouvelle république solidaire et prospère, qui s'inspire des fondamentaux du 1er Novembre et qui se traduit par une mise en application des revendica-

tions politiques, sociales, économiques du «hirak béni», a mis en échec les tentatives déstabilisatrices de certaines officines étrangères qui manipulaient les courants les plus nihilistes au sein du hirak», estime-t-il. Il a souligné que Tebboune a, dès son élection, clairement défini les grandes lignes de sa politique étrangère, née «dans la guerre de libération nationale, quand une délégation du FLN avait participé à la Conférence de Bandung en 1955» et qui a comme fondements la «non-ingérence, le respect du droit international, la construction d'un nouvel ordre politique et économique mondial, le droit des peuples à l'autodétermination et le soutien aux peuples colonisés». Concernant la question libyenne, «Afrique-Asie» a indiqué que «la conférence de Berlin sur la Libye, en janvier dernier, a donné une tribune mondiale à l'Algérie à travers laquelle, le nouveau Prési-

dent a fait entendre la voix de son pays. Il y a réaffirmé ce qu'il avait toujours répété, à savoir qu'il revient aux seuls Libyens -tous les Libyens sans exception- de prendre leur destin en mains, avec l'aide des pays voisins».

Une diplomatie active

Parallèlement, ajoute-t-il, «la diplomatie algérienne s'active sur le front malien, indissociable du front libyen», rappelant que «le président Tebboune a dépêché son ministre des Affaires étrangères à Bamako à deux reprises en quelques semaines pour proposer l'activation du plan algérien de paix et de réconciliation, à la demande de toutes les parties maliennes, y compris la nouvelle junte militaire», et ajoutant que «même la France, embourbée dans les sables mouvants du Sahel, est désormais demandeuse de l'assistance

d'Alger». «Afrique-Asie» a aussi mentionné que le retour de l'Algérie sur la scène internationale «a été également confirmé par la récente visite du secrétaire à la Défense américain, Mark Esper, la première d'un aussi haut responsable américain depuis 2006 (visite de Donald Rumsfeld)». «Cette visite historique, qui intervient dans une période charnière de l'histoire des Etats-Unis, soit près d'un mois avant l'élection présidentielle capitale, prévue le 3 novembre, n'est pas du goût de certains médias américains adeptes du régime change, un concept cher aux mal-nommés printemps arabes et révolutions de couleur», a-t-il fait remarquer, citant le cas du «New York Times», «un média qui s'est très souvent trompé dans ses analyses, particulièrement lorsqu'il s'agit du monde arabe qu'il voit à travers ses lunettes sionistes».

Said B

● Bouira

L’auteur du fratricide écope de la peine capitale

La cour de Bouira où se poursuit le déroulement de la troisième session criminelle ordinaire a condamné à la peine capitale, l’accusé A.H, poursuivi pour un homicide volontaire avec préméditation. Les faits de cette affaire remontent à un jour du mois de janvier de l’année 2018 lorsque les services de police de la Daïra de Kadiria située à quelques 34 kilomètres au cardinal Nord du chef-lieu de la Wilaya de Bouira, ont reçu un appel téléphonique leur faisant part de la présence d’une jeune femme décédée à l’intérieur de son domicile familial. Les policiers se sont rendus sur les lieux et ont trouvé la victime K.H âgée de 24 ans, complètement inerte et inanimée dans la salle de bain, portant des blessures sur la tête et d’autres traces de violences au niveau de différentes parties du corps. La police ouvre une enquête par la suite et les soupçons ont été vite dirigés vers son frère, A.H c’est-à-dire l’accusé. Car, beaucoup de doutes subsistaient à son encontre, surtout quand le père de la victime avait déclaré que sa défunte fille s’est plainte déjà plusieurs fois de l’attitude violente de son frère envers elle. Mais, le père a pris la chose de manière inconsidérée et à la légère, croyant à des disputes de petites jalousies donc sans risques d’après lui, au lieu de chercher à savoir qu’elles étaient les véritables intentions de son fils envers sa sœur. Une fois interrogé par les policiers, le mis en cause avouera avoir frappé sa sœur à la tête avec une pierre, une seule fois, en signifiant qu’il ne lui est jamais venu à l’esprit de la tuer. Mais, son comportement troublant et les incessantes lamentations de sa défunte sœur contre lui, ont fini par l’inculper pour homicide par conséquent fratricide volontaire avec préméditation. Lors de sa comparution d’ailleurs, l’accusé a refusé de se conformer aux règles de bienséances du jugement Incitant les forces de l’ordre à intervenir maintes fois pour le maîtriser.

● Relizane

La gendarmerie récupère 24 têtes de cheptel volées

Le vol de bestiaux a refait son apparition dans la région d’El-Merdja-Sidi-Abed, relevant de la daïra d’Oued R’hiou, à une cinquantaine de kilomètres au nord du chef-lieu de la wilaya de Relizane. Ce vol est survenu lorsque deux paysans éleveurs ont trouvé leur troupeau de cheptel amoindri d’une partie disparue des étables situées au niveau de la cité Abed relevant de ladite localité. Juste après s’en être rendu compte, les deux victimes ont déposé une plainte auprès de la brigade de Gendarmerie nationale de la localité qui a aussitôt ouvert une enquête. Des recherches ont été entamées et les enquêteurs ont bouclé les issues. Ces derniers sont parvenus à mettre la main sur les auteurs du vol et à récupérer les 24 têtes de cheptel volées.

● M’sila

44 individus de différentes nationalités arrêtés et 25 véhicules récupérés

Les éléments de la police de la daïra de Djebel-Messaâd, au sud de la wilaya, sont arrivés à démanteler un réseau international de trafiquants de voitures. Ce réseau est composé de 44 individus de différentes nationalités, tous accusés de contrebande internationale, vol de voitures, imitation de cachets officiels, faux et usage de faux de documents officiels établis par des établissements publics, escroquerie et abus de pouvoir. Le démantèlement de ce réseau qui activait à travers plusieurs wilayas du pays a été le fruit d’un contrôle d’une voiture faisant l’objet de soupçons au niveau d’un barrage dressé dans la ville de Djebel-Messaâd, au sud de la wilaya, et qui a permis aux enquêteurs de récupérer 25 véhicules volés et quelques documents officiels falsifiés. À cet effet, un dossier judiciaire a été établi à l’encontre des accusés arrêtés pour vol, escroquerie, faux et usage de faux et imitation de cachets officiels.

● Accidents de la circulation

32 morts et 1310 blessés en une semaine

Trente-deux (32) personnes ont trouvé la mort et 1310 autres ont été blessées dans 1070 accidents de la circulation enregistrés durant la période du 27 septembre au 3 octobre à travers le pays, selon un bilan hebdomadaire. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Bouira avec 5 morts et 42 blessés, suite à 40 accidents de la route. Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 225 opérations de sensibilisation à travers les 48 wilayas du pays, pour rappeler aux citoyens la nécessité de respecter le confinement et les règles de la distanciation physique. Les éléments de la Protection civile ont effectué également 294 opérations de désinfection générale à travers les 48 wilayas, touchant les infrastructures et édifices publiques et privés, quartiers et ruelles,

● Ain-Temouchent

Les voleurs d'un coffre-fort à El-Maleh arrêtés

Dans le cadre de la lutte contre le crime sous toutes ses formes, les éléments de la Sûreté de daïra d’El-Maleh ont réussi à arrêter deux personnes spécialisées dans le vol des maisons. L’opération est intervenue suite au dépôt d’une plainte par une victime qui a déclaré que sa maison a fait l’objet d’un vol, particulièrement un coffre-fort numérique contenant une somme d’argent de 120 millions de centimes. Immédiatement, les policiers ont entamé leurs investigations et ont pu identifier l’un des mis en cause.

Nouredine Aouam au mensuel allemand "Diplomatisches Magazin"

« Les énergies renouvelables constituent un domaine d'excellence pour le partenariat algéro-allemand »

Les énergies renouvelables constituent un "domaine d'excellence" pour un partenariat renouvelé entre l'Algérie et l'Allemagne, a estimé l'ambassadeur d'Algérie à Berlin, M. Nouredine Aouam dans un entretien accordé à un mensuel allemand. Dans une interview intitulée "Algérie: une étoile montante dans l'énergie solaire" accordé au mensuel allemand "Diplomatisches Magazin", qui consacre son numéro d'octobre au dossier de l'énergie, l'ambassadeur a qualifié l'Allemagne de "partenaire historique" dans l'industrialisation de l'Algérie, en relevant le fait que "nombreuses sont les firmes allemandes activant sur le marché algérien". Cet état de fait a, selon lui, développé "une bonne connaissance mutuelle et un capital confiance qui facilite de nouvelles collaborations, en particulier, dans le domaine des énergies renouvelables". Evoquant les opportunités d'investissements, il a indiqué que le champ de l'investissement en Algérie est "très vaste" et qu'il y avait de la place pour les partenaires qui veulent s'engager dans une relation "gagnant-gagnant", aussi bien avec le secteur public que privé. M. Aouam a souligné que les énergies



renouvelables en Algérie, connaissent "une réelle dynamique", qui ne se limite pas à la réalisation d'infrastructures génératrices d'électricité, mais se traduit aussi, par la naissance d'une industrie tournée vers la production d'équipements et de composants destinés à l'énergie solaire. Cette dynamique, précise-t-il est confortée par le modèle de croissance lancé par le président de la République, M. Abdelmadjid

Tebboune, privilégiant les investissements dans les secteurs à forte valeur ajoutée comme les énergies renouvelables. Elle est également portée par le Programme National des énergies renouvelables (PNER) qui couvre une période allant jusqu'à l'horizon 2030. S'agissant du potentiel naturel que recèle l'Algérie en matière d'énergies renouvelables, le diplomate algérien a mis notamment en exergue l'enso-

leillement de l'Algérie et l'immensité de son territoire saharien. Mieux encore, ce potentiel bénéficie d'infrastructures très développées, notamment dans le transport et d'un gisement important de main d'œuvre qualifiée, mais aussi d'un marché national et régional permettant de réaliser rapidement des investissements rentables, a-t-il soutenu. Sur une question relative à l'impact des énergies renouvela-

bles sur les perspectives de développement en général et pour la jeunesse en particulier, M. Aouam a répondu que "la promotion des énergies renouvelables participait non seulement à l'effort collectif au bénéfice de la planète, mais également au développement de l'économie nationale" et qu'à l'instar de tous les projets engagés par l'Algérie, "la jeunesse est au cœur des préoccupations des pouvoirs publics". Il a évoqué dans ce cadre le dispositif public de création d'emplois pour les jeunes, à travers le financement de la création d'entreprises qui vient d'être renforcé par une décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui met en place une nouvelle stratégie pour la micro-entreprise et qui se traduira, notamment, par la création d'un fonds spécial dédié aux startups. Il convient de noter que "Diplomatisches Magazin" est une revue mensuelle, éditée depuis 1959, en Allemand et en Anglais. Elle est largement diffusée en Allemagne au sein de la communauté diplomatique et des institutions et organisations, notamment professionnelles ainsi qu'auprès des milieux d'affaires.

Yasmine D

USA :

Aït Ali prend part à la conférence « Discover Global Markets »

Le Ministre de l'Industrie, **Ferhat Aït Ali Braham**, participe ce jour par vidéoconférence, à la Conférence «Discover Global Markets », qui se tient du 07 au 09 octobre 2020 dans la capitale de l'Etat d'Indiana aux Etats Unis,. Sous le thème « Opportunités de croissance dans le domaine de la fabrication intelligente », cet évènement annuel, organisé par le département américain du commerce, se veut un lieu d'échange entre les plus grandes entreprises spécialisées dans les industries de pointe, les technologies intelligentes y compris les industries de véhicules, l'aérospatiale, le stockage de l'énergie et les énergies renouvelables. Selon ses organisateurs, cette

rencontre internationale sera l'occasion pour les participants d'explorer de nouveaux partenariats avec les responsables de sociétés basées aux États-Unis, qui cherchent à étendre leur distribution internationale et/ou à développer des opportunités de partenariat. Des entreprises spécialisées dans les industries de pointe et les technologies intelligentes, venant de 40 pays prendront part à cette conférence virtuelle, qui verra également la participation de ministres chargés de l'industrie de certains pays à l'instar de l'Algérie, le Maroc, la Turquie, ainsi que Monsieur Wilbur Ross, Secrétaire du département américain du Commerce, partie organisatrice de l'évènement.

Diversification de l'économie nationale : Le secteur de l'Artisanat participe à la création de la richesse

Le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial, Mohamed Hamidou, a insisté, sur l'impérative participation du secteur de l'Artisanat et des métiers dans "la création de la richesse et la diversification de l'économie nationale en mettant fin à la dépendance aux hydrocarbures". "L'Algérie nouvelle exige un secteur d'artisanat et des métiers créateur de richesse devant participer à éradiquer le chômage et mettre terme à la dépendance aux hydrocarbures, outre le fait d'être un acteur de la diversification de l'économie", a déclaré M. Hamidou dans une allocution d'ouverture lors de l'assemblée générale de la chambre nationale de l'artisanat et des métiers à Alger. Et d'ajouter : "Cette conviction s'est concrétisée dans le plan du programme du Gouvernement 2020-2024 pour le renforcement et la protection du secteur à travers le l'établissement d'une série de procédures et de mesures à même de réaliser le développement durable du secteur". Le ministre a mis en exergue, à cette occasion, les mesures essentielles notamment celles relatives au "financement de la création de startups" et ce à travers la signature de convention de coopération avec le ministère de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Condition de la Femme dans le souci de faciliter l'accès

aux crédits de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM), en sus de la convention cadre avec le ministère délégué auprès du Premier ministre chargée des Start-up permettant la prise en charge des préoccupations des artisans qui constituent l'une de leurs revendications essentielles, à savoir le financement de l'expansion de leurs activités dans le cadre des nouvelles mesures de l'Agence nationale de promotion et de développement de l'entrepreneuriat (ex-ANSEJ). Mettant en avant, par ailleurs, les efforts des artisans dans le domaine de la fourniture des bavettes et des combinaisons en vue d'endiguer la propagation du Covid-19, M. Hamidou a déclaré "vous avez été parmi les premiers à se mobiliser à travers votre élan de solidarité afin de lutter contre la pandémie du covid-19". Il a saisi cette occasion afin de saluer les décisions "judicieuses" prises par le président de la République au profit des artisans touchés par les mesures de lutte contre la pandémie du covid-19, notamment la prime de dédommagement estimée à 10.000 Da/mois pour une durée de 3 mois et dont plus de 60.000 artisans ont bénéficié, outre les aides financières consacrées aux travailleurs indépendants estimées à 30.000 Da et qui est toujours en vigueur.

Industrie électronique et électroménagère

Le cahier de charge soumis au gouvernement la semaine prochaine

Le ministre de l'Industrie, Ferhat Aït Ali Braham, a indiqué à Tizi-Ouzou que le cahier des charges devant régir l'industrie électronique et électroménagère sera soumis courant de la semaine prochaine au gouvernement et publié au Journal officiel au plus tard, la mi-octobre en cours. S'exprimant lors d'un point de presse à l'issue de sa visite dans la wilaya, le ministre a souligné que ce texte réglementaire "a nécessité un volet technique plus poussé que les autres filières", notamment, à cause des taux d'intégration qui diffèrent d'un segment à l'autre de cette filière. "Les taux d'intégration dans le froid, le matériel de cuisine ou les radiateurs n'étant pas les mêmes, il fallait étudier un barème pour ne pas exiger l'impossible au niveau international, d'un côté, et ne pas être permissif d'un autre". Lors de cette visite qui l'a conduit à travers deux complexes de cette filière au niveau de la wilaya, à savoir l'Entreprise nationale des industries de l'électroménager (Eniem) et Electro-industrie (EI) d'Azazga (filiale du groupe Elec El Djazair), le ministre a fait savoir que le gouvernement est décidé à encourager le tissu économique national, public ou privé, qui s'inscrit dans le cadre des politiques publiques d'investissement. "Nous allons encourager et accompagner toutes les démarches qui s'inscriront dans la politique de relance de l'économie nationale", exhortant les gestionnaires industriels à "cibler les segments porteurs et prendre en considération le souci de rentabilité économique et financière de l'entreprise". Evoquant les projets de partenariat, qu'ils soient public-privé ou nationaux-étranger, M. Aït Ali a souligné que l'Etat est favorable à toute entreprise de partenariat qui garantit "un seuil d'intégration". "Nous sommes pour un partenariat aussi bien étranger que local qui doit être quantifié, estimé et facturé pour ne pas refaire les erreurs du passé", a-t-il soutenu, à ce propos. Il a, également, fait part de la disponibilité de son département ministériel à accompagner toutes les entreprises qui investissent dans la recherche, notamment par des "incitations fiscales", déplorant que "des groupes industriels, publics et privés, ne dépensent aucun centime dans le développement de la recherche". Le ministre s'est, par ailleurs, engagé à étudier les plans de relance qui lui ont été présentés à l'occasion de cette visite par les responsables de ces deux entreprises, ENIEM et EI, tout en les incitant à œuvrer à s'inscrire d'avantage dans la logique d'intégration pour promouvoir le produit national. Après avoir évacué "les hérésies ayant plombé l'économie nationale pendant des décennies, L'Etat n'a ni les moyens, ni la volonté ni le penchant de dépendre de l'importation", appelant à "promouvoir le potentiel industriel de la wilaya.

Pour les 5 prochaines années

La mise sur le marché de tout produit est interdite sans le certificat de conformité



Aucun produit importé ou de fabrication locale ne sera mis sur le marché national sans l'obtention d'un document ou d'un certificat de conformité, et ce pour les cinq prochaines années, a annoncé depuis Boumerdes, le ministre du Commerce, Kamel Rezig. Le ministre qui intervenait lors d'une rencontre avec les opérateurs économiques et les commerçants dans le cadre d'une visite de travail dans la wilaya, a affirmé qu'"un travail est en cours afin de modifier et actualiser les textes juridiques dans l'objectif d'interdire la mise sur le marché, pour les 5 prochaines années, de tout produit d'importation ou de fabrication locale ne possédant pas de document de conformité. «Nous voulons instituer un système juridique à travers lequel, il pourra être possible de juger de la qualité et du type des différents produits mis sur le marché national et de leur conformité aux normes internationales et locales», a affirmé M. Rezig. Indiquant que le travail a été déjà entamé à travers des commissions spécialisées pour revoir et créer une nouvelle cartographie de tous les laboratoires publics et privés répartis à tra-

vers le pays et qui auront la charge de procéder à des analyses sur les produits qui seront mis sur le marché, le ministre du Commerce a fait savoir que le secteur disposait actuellement de 54 laboratoires qui s'ajoutent à un nombre de laboratoires relevant des secteurs public et privé. En vue de permettre à ces laboratoires d'effectuer les analyses, le contrôle et l'homologation des produits, M. Rezig a fait état de la présentation, en 2020, de 8 laboratoires aux fins d'obtention d'accréditation par l'organisme Algerac, qui est un laboratoire d'analyses ayant obtenu une reconnaissance internationale et spécialisé dans l'accréditation des laboratoires, ainsi que 8 autres laboratoires pour l'année prochaine 2021, et ce jusqu'à ce que ces laboratoires soient tous accrédités. A ce propos, le ministre a fait état de l'ouverture d'un atelier spécialisé dans la conception de fiches techniques pour chaque produit à mettre sur le marché national, rappelant la mise en place, lors des huit premiers mois de l'année en cours, de 128 fiches techniques ou normes concernant des produits alimentaires de large consommation, en attendant la réalisation de 300

autres fiches techniques devant être réalisées l'année prochaine concernant des milliers de produits. forme de manuel ou de guide à distribuer aux laboratoires afin de s'y référer à chaque opération de contrôle de conformité. Insistant, par ailleurs, sur l'importance que revêt le "Registre de commerce itinérant" dans la satisfaction des besoins de la population notamment les habitants des zones d'ombre, M. Rezig a rappelé le lancement, depuis quelque mois, du recensement des espaces de stockage relevant des secteurs public et privé. Le but étant de connaître l'emplacement de ces espaces, leur capacité, la nature et la gestion des produits stockés, en vue de réguler et organiser le marché. Au chef-lieu de la wilaya de Boumerdes, le ministre a inauguré le Centre local du Registre de commerce, avant de s'enquérir de système du e-paiement dans un centre commercial au centre-ville, puis d'un laboratoire spécialisé dans les expertises et contrôle qualité. Il a, ensuite, tenu une rencontre avec des opérateurs économiques et des représentants du mouvement associatif.

Moussa O / Ag

Industrie automobile : Plus de 130 demandes d'agrément déposées

Un total de 133 demandes d'agrément pour l'importation de tous types de véhicules neufs a été déposé au niveau du ministère de l'Industrie depuis l'entrée en vigueur du nouveau cahier des charges de l'industrie automobile, a indiqué à Tizi-Ouzou, le premier responsable du secteur, Ferhat Ait Ali Braham. Elles seront, a-t-il souligné "toutes étudiées et ces opérateurs auront leurs réponses dans un délai de 30 jours", expliquant qu'après l'arrêt de l'activité d'assemblage, "il fallait alimenter le marché national en attendant que des investisseurs sérieux émergent" d'où, a-t-il expliqué, "la décision d'ouvrir le marché à l'importation de véhicules neufs". Une fois les autorisations délivrées par son département, le ministre a expliqué qu'il relève des prérogatives du ministère du Commerce de "veiller à ce que les clauses du cahier des charges soient respectées". Pour le ministre, "quiconque répond aux conditions contenues dans le cahier des charges aura son agrément" faisant remarquer que celles-ci "ne sont ni difficiles, ni draconiennes", mais

constituent "un strict minimum exigible pour tout opérateurs et garantissant la protection du client, qui constitue le maillon faible de cette chaîne". Il citera, à titre d'exemple, l'obligation de disposer de services après-vente et la mise à disposition du produit commandé 07 jours après le paiement du montant intégral par le client, soulignant que l'Etat vise à "atteindre les standards internationaux pour ce genre d'activités, préserver le client et aussi les réserves de change du pays". S'agissant de l'article de loi relatif à l'importation de véhicules de moins de trois ans d'âge, le ministre a indiqué que celui-ci "n'a pas été abrogé mais gelé" jusqu'à nouvel ordre, rappelant qu'il y a eu "beaucoup de problèmes par le passé avec ce genre de véhicules". Le gouvernement, a-t-il ajouté, travaille toujours à la régulation de ce marché qui ne profite pas au simple citoyen mais à des réseaux bien organisés, en évitant d'être "en contradiction avec l'intérêt national et les réglementations régissant les contrôles des changes".

N.I

Energie

LE TAUX DE COUVERTURE EN GAZ NATUREL A ATTEINT 62 % AU NIVEAU NATIONAL

Le taux de couverture en gaz naturel au niveau national a atteint actuellement 62 %, a indiqué à Tissemsilt le ministre de l'Energie Abdelmadjid Attar, avant d'annoncer la numérisation par son département des documents administratifs au mois d'octobre prochain. Lors de sa visite d'inspection dans la wilaya, M. Attar a souligné que le taux de couverture en gaz naturel a atteint 62 % au niveau national, précisant que dans la wilaya de Tissemsilt, il est de 85 %. Le ministre a insisté, au passage, sur l'achèvement, courant de l'année prochaine comme dernier délai, des projets de raccordement aux réseaux d'électricité et du gaz dans les zones d'ombre de la wilaya, exhortant les responsables à recruter des jeunes de la région dans les entreprises chargées de la concrétisation de ces projets. "Nous pourrions recourir à l'octroi de marchés gré à gré en toute transparence à des entreprises algériennes pour accélérer le rythme des opérations de raccordement des zones d'ombre aux réseaux d'électricité et du gaz", a-t-il déclaré à ce propos. Par ailleurs, Abdelmadjid Attar a annoncé que son ministère entend procéder à la numérisation de tous les documents administratifs au mois d'octobre prochain à travers l'adoption de correspondances électroniques. Lors d'un point de presse en marge de sa visite de travail, le ministre a fait savoir que le taux de couverture au réseau d'électricité a atteint 95 % dans la wilaya de Tissemsilt, soulignant que 20 communes disposent du gaz sur un total de 22 communes que compte la wilaya. Les travaux de raccordement sont en cours dans une des deux communes restantes, alors que l'autre collectivité sera raccordée au réseau de gaz avant l'hiver prochain. La visite de travail et d'inspection du ministre de l'Energie a donné lieu au lancement des travaux du réseau de transport du gaz naturel dans la commune de Youssoufia et la mise en service du projet du raccordement à l'électricité des centres secondaires "chahid Merabet Larbi" et "chahid Lefafene" dans cette collectivité locale, où il a suivi un exposé sur le programme de raccordement au réseau électrique dans la wilaya. Dans la commune de Bordj Emir Abdelkader, des explications sur les études portant sur le raccordement du réseau de transport du gaz naturel dans la wilaya ont été fournies à M. Attar qui a suivi un exposé sur les projets de raccordement au réseau du gaz de ville dans la région. Le ministre a aussi visité le centre de stockage du carburant où il s'est enquis de la situation d'approvisionnement en produits énergétiques dans la région.

A.A

Ressources en eau:

Fusion "dans un délai d'un mois" de l'ADE et l'ONA

La fusion de l'Algérienne des eaux (ADE) et l'Office national d'assainissement (ONA) se fera dans "un délai d'un mois," a annoncé mardi à El Tarf le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki. S'exprimant à l'issue d'une visite de travail et d'inspection effectuée conjointement avec la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et la Condition de la femme, Kaouter Krikou, M. Berraki a affirmé que cette opération sera concrétisée dans un mois, alors que l'intégration totale des stations de dessalement des eaux au ministère de tutelle est prévue "d'ici à cinq (5) ans." Mettant en exergue les efforts fournis par l'Etat dans le cadre de l'amélioration du service public en matière d'AEP, le ministre a indiqué que "la priorité est accordée au lancement de projets d'AEP destinés à combler ce manque dans 12 régions du pays." En plus de la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable par la mobilisation des capacités hydriques, le ministre a fait état du financement de projets "urgents" appelés à mettre un terme aux perturbations dans ce domaine, ainsi que la signature de 20 conventions par le biais de l'agence de gestion intégrée des ressources en eau, dans le cadre d'une opération visant la protection de la nappe phréatique souterraine. Plusieurs autres points liés à la protection des villes contre les inondations qui sont "cycliques" au niveau d'El Tarf, le curage des oueds et la rationalisation des moyens d'intervention ont été évoqués au cours de la visite de la délégation ministérielle.

Tébessa: Lancement de 408 opérations de développement dans les zones d'ombre

Les travaux de réalisation de 408 opérations de développement dans les zones d'ombre de la wilaya de Tébessa ont été lancés avec l'objectif d'améliorer les conditions de vie des habitants de ces zones. "Des enveloppes financières puisées du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, du Fonds commun des collectivités locales (FCCL) et également des programmes communaux de développement (PCD) et ceux sectoriels de développement (PSD) ont été allouées pour concrétiser ces projets conformément aux instructions du président de la République lors de la rencontre gouvernement-walis». La même source a relevé qu'au total, 456 zones d'ombre ont été recensées à travers la wilaya de Tébessa depuis mars dernier", a-t-on ajouté. Selon les statistiques des mêmes services, 1.536 opérations de développement ont été proposées, concernant principalement l'alimentation en eau potable, la réalisation des réseaux d'assainissement, le raccordement en électricité et gaz naturel, ainsi que le désenclavement des régions. Les travaux de réalisation de 408 opérations avancent à un "rythme soutenu", dans l'attente de l'octroi de nouveaux financements pour lancer la concrétisation du reste des opérations.

Oum El Bouaghi : Lancement d'une opération de reboisement de 370 hectares

Une opération de reboisement de 370 hectares de surfaces forestières impactées par les incendies a été lancée par les services de la conservation des forêts de la wilaya d'Oum El Bouaghi, a-t-on appris du responsable de l'information auprès de la conservation. Cette opération, qui ciblera les zones affectées par les feux de forêt, la sécheresse, le surpâturage et le déboisement, s'inscrit dans le cadre du programme national de reboisement et intervient en application d'un accord de partenariat conclu entre la direction générale des forêts et le Groupe de génie rural (GGR). Les zones forestières concernées par le reboisement dans la wilaya d'Oum El Bouaghi sont réparties à travers les communes El Djazia, Ain Diss, Ain M'lila, Ouled Hamla, Sigus, El Harmilia et Ksar Sbehi. Les types d'arbres qui seront plantés dans ces zones forestières sont le ôpin d'Alep, le cyprès et l'orme, a ajouté la même source soulignant que 1.000 arbustes seront mis sous terre par hectares.

Lancement de 24 opérations de raccordement des régions d'ombre au réseau de gaz naturel

Au total 24 opérations de raccordement au réseau de distribution de gaz naturel viennent d'être lancées au profit de cités et de groupements d'habitations situés dans les régions d'ombre de la wilaya de Biskra, a-t-on appris du chargé de communication de la concession de distribution d'électricité et de gaz. Les opérations de raccordement qui bénéficieront à 13 communes ont été programmées par la direction de l'énergie et les services techniques des localités concernées dans une volonté d'améliorer les conditions de vie des habitants des régions enclavées. Devant être concrétisés "avant la fin de l'année en cours", ces projets portent, entre autres, sur le raccordement de la cité des 200 logements dans la région d'El Koudiat El Hamra, dans la commune de Ben Azzouz, des 50 logements dans la région d'El Sarek, dans la commune de Mekhadma, des 280 logements de Deaâ El Betikh à Tolga, en plus de 320 foyers des groupements d'habitations connus sous les noms d'El Ksour, Lemlaga et El Marmoutha, dans la commune de Lioua. Des projets similaires ont également été lancés au profit de 219 foyers de Sidi Attia, dans la commune d'El Doussen, et 65 autres à Zâatcha, dans la commune de Lichana, mais aussi de 49 maisons dans la commune d'Ain Naga, 92 habitations rurales à Bades et 35 foyers du groupement d'habitations Lyana dans la commune de Zerbiet El oued, a détaillé la même source. Le réseau de raccordement en gaz naturel vient d'être mis en service dans plusieurs régions d'ombre des communes d'Aoumeche, Amlili, Sidi Okba et Mechouneche, en attendant le lancement de nouveaux projets pour répondre aux besoins d'autres régions,

Souk Ahras : Extension "avant fin 2020" des surfaces irriguées à près de 8500 hectares



La superficie des terres agricoles irriguées dans la wilaya de Souk Ahras, devrait passer de 6800 à 8500 hectares "d'ici à la fin de l'année 2020", a-t-on appris, du chef du bureau de l'irrigation agricole au sein de la direction des services agricoles (DSA). Le responsable a dans une déclaration à l'APS souligné que les directions des Services agricoles, des ressources en eau et l'Office national d'irrigation et de drainage (ONID) "conjuguent actuellement leurs efforts pour étendre la superficie des terres agricoles irriguées dans la wilaya de Souk Ahras à 8500 hectares vers la fin de l'année en cours». Cet objectif est essentiellement conditionné par les investissements dans le domaine de l'hydraulique agricole a-t-il affirmé avant d'indiquer que la wilaya de Souk Ahras dispose de 252 000 ha de terres arables parmi lesquels 2500 ha font partie des périmètres d'irrigation agricole des communes de Sedrata, Bir Bouhouche et Zouabi. Mettant en avant les nombreuses campagnes organisées par la DSA pour sensibiliser les agriculteurs sur la nécessité de recourir à des méthodes d'arrosage qui soient durables et éco-

responsables, M. Senani a expliqué que l'extension des surfaces irriguées se fera à la faveur de la concrétisation du programme de réalisation de puits, de moyennes et grandes profondeurs, destinés à l'irrigation agricole. De leur côté, les responsables de la direction des ressources en eau ont affirmé que l'extension des surfaces irriguées passe également à travers l'encouragement des agriculteurs à étendre l'agriculture fruitière notamment dans la région sud de la wilaya où le rendement de la céréaliculture reste assez faible. Ils ont dans ce contexte fait savoir qu'une partie des eaux du barrage d'Oued Mellague seront "prochainement" consacrée à l'irrigation de 1000 ha de terres agricoles dans les communes de Sidi Fredj et Drea. Le directeur de la Chambre d'agriculture, Mohamed Hambli est pour sa part revenu sur l'intégration des nouvelles techniques d'irrigation notamment l'irrigation à pivot et le goutte-à-goutte en affirmant que l'efficacité de celle-ci dépend en premier lieu du degré de capacité des agriculteurs à installer convenablement ces systèmes d'arrosage et à les entretenir. Il est à signaler que la wilaya de Souk Ahras dispose de plusieurs périmètres d'irrigation agricole comme ceux de Letifeche (328 ha), de Betoum dans la commune de Taoura et de Sidi Fredj en plus de 15 retenues collinaires dont celles de Bir Bouhouche et Sidi Makhouf.

Bordj Bou Arreridj :

Réception dès la rentrée scolaire plusieurs établissements é



Le secteur de l'éducation de Bordj Bou Arreridj a reçu dès la rentrée scolaire 2020-2021 par plusieurs établissements scolaires de la wilaya, il s'agit de cinq lycées moyen (CEM), de 13 groupes scolaires et de 31 classes dans diverses communes de la wilaya, mettant en avant les infrastructures éducatives dans l'amélioration des conditions de vie des élèves et la réduction des surcharges des classes. Dans le cadre de l'éducation a fait état de la réception de 27 cantines scolaires dès la rentrée scolaire, des repas chauds aux élèves. Un budget a été réservé pour la concrétisation de 162 opérations de rééquipement et de réhabilitation des établissements scolaires, dont la rénovation de 65 établissements de différents paliers de réhabilitation et qui affichent un taux d'avancement des travaux de 70%. Les précisions fournies par la direction de l'éducation de la wilaya de Bordj Bou Arreridj ont été complétées par la réalisation de 31 classes d'extension. S'agissant du matériel scolaire, le secteur a bénéficié de 51 nouveaux bus octroyés aux communes de la wilaya d'ombre. Des instructions fermes avaient été données par le conseil d'administration lors de la dernière réunion de l'exécutif, à l'effet de veiller à la rentrée des classes pour éviter la propagation du Covid-19.

Mila Lancement "prochain" d'opérations de consolidation de sept tronçons de la route de contournement

Des travaux de consolidation de sept (7) tronçons de la route de contournement Sud de la ville de Mila, affectée par des glissements de terrain, seront prochainement lancés, a indiqué le directeur local des Travaux publics, Abdellah Sellai. Le responsable a révélé que plusieurs opérations ont été programmées afin de consolider les nombreux tronçons de la route de contournement Sud de Mila, "fortement endommagés" par les glissements de terrain, faisant savoir que des travaux ont d'ores et déjà été lancés pour la réfection de deux de ces tronçons. S'agissant de la remise en état des sept tronçons restants, le directeur des Travaux publics a affirmé qu'il ne reste plus que le déblocage du montant nécessaire à l'opération, estimé à 400 millions

de dinars par l'étude technique, indiquant que les travaux seront exécutés dans "un délai maximum de 6 mois". Le responsable a précisé que le traitement des glissements de terrain va permettre d'améliorer les conditions de déplacement des véhicules sur la route de contournement Sud de Mila qui constitue une artère vitale de l'Ouest et à la RN 27. Les opérations devraient désengorger le contournement Nord du chef-lieu de la wilaya, incessamment des poids lourds et qui pâtit lui aussi du phénomène de glissements de terrain, a-t-il également rappelé que son secteur a bénéficié de 700 millions de dinars au titre de l'année 2020 pour la réalisation des tronçons les plus endommagés relevés sur les 9 chemins communaux (CC). Ces projets vont concerner une longueur de 40 km de chemins de wilaya et 32 km de chemins communaux.

aire de educatifs



Le sera renforcé dès la prochaine
issements répartis sur différentes
es, sept collèges d'enseignement
asses d'extension réalisés dans
L'importance de ces nouvelles
conditions de scolarisation des
s ce cadre, la direction locale de
scolaires devant servir, dès la
dget de 160 millions DA a été
dans le cadre du programme
olaires. Ce budget a été consacré
iers, actuellement en cours de
avaux allant jusqu'à 65%, selon
wilaya qui a fait état également
transport scolaire, le secteur a
wilaya, en particulier les zones
e wali Mohamed Benmalek, au
au respect du protocole sanitaire
9.

Youcef K

les travaux ronçons de ement

que ces travaux devront être
s". Il a, par ailleurs, ajouté que le
rmettre de fluidifier le trafic et
des citoyens d'autant plus que le
voie d'accès à l'Autoroute Est-
raient également permettre de
lieu de wilaya, qui subit le trafic
ssi à plusieurs endroits du même
il poursuivi. Le responsable a
ié d'une enveloppe financière de
0 en vue de traiter et d'entretenir
ur 05 chemins de wilaya (CW) et
t permettre la réfection d'un total
chemins communaux.

Mechaka A

Rentrée scolaire à Mostaganem : La prime de solidarité scolaire de 5 000 DA concerne plus de 7 000 enfants

C'est la tentation «aiguisée» par les prix affichés par la plupart des magasins et les petits trabendistes qui ont juré de «délester» le petit salarié de tous ses sous. Pour faire des affaires, les traditionnelles braderies et autres foires organisées à quelques jours de la rentrée scolaire fixée au 21 octobre prochain pour le cycle primaire et le 4 novembre pour les paliers du moyen et secondaire sont défilantes cette année à Mostaganem (pandémie de coronavirus oblige). Les parents donc doivent se débrouiller pour faire le tour des magasins pour vêtir leurs enfants et acquérir les inévitables trousseaux scolaires. Même en l'absence de l'informel, à l'évidence, la marchandise ne manque pas : les vitrines des magasins, relookées en la circonstance, sont bien achalandées d'effets vestimentaires affichés à des prix inaccessibles pour la majorité des bourses rudement saignées par les dépenses des « petites vacances du mois d'août », et des dépenses de la fête de l'Aïd el-Adha. Certes, les produits exposés en vitrine sont de bonne facture, mais force est de constater que la notion de qualité est reléguée au second plan par des salariés ayant à charge plus de trois enfants scolarisés. À titre illustratif de la flambée des prix en ces lieux, il a été relevé, au niveau des magasins du centre-ville, qu'un ensemble jeans enfant - 6 ans, rehaussé par des coutures sophistiquées, est proposé à pas moins de 3 000 DA. Une salopette du même âge assortie d'un t-shirt ou d'une chemisette fait entre 2 000 et 3 000 DA, soit le même tarif que celui des robes pour fillettes. Dans ce hit-parade des prix, les tabliers roses pour les filles et bleus pour les garçons sont proposés entre 800 et 2 400 DA l'unité. Le haut du pavé est détenu par les chaussures, notamment les baskets importées de l'étranger qui sont affichées à plus de 12 000 DA la paire ou locales à partir de 6 000 DA. En ces lieux (magasins), les prix ne sont pas négociables : c'est à prendre ou à laisser, telle est l'éternelle rengaine renvoyée impassiblement par ces marchands d'habits à toute sollicitation d'une baisse des prix. Pour ce qui est des fournitures scolaires, et malgré une large disponibilité constatée au niveau de la kyrielle des surfaces comme Uno Center, Acyl, Techno, librairies, papeteries et autres kiosques essaimant la ville, la loi de l'offre et de la demande ne semble pas, en revanche, avoir pour corollaire une baisse des prix, car en l'absence de toute concurrence, tout le monde s'aligne sur les mêmes tarifs, au point de croire qu'ils se sont ligüés en syndicat d'affaires sur le dos du consommateur. Les prix des sacs à dos cartables, articles d'écriture et de traçage sont sensiblement les mêmes partout, sauf dans une grande surface où les prix sont exagérés, en dépit de la diversité des sources d'approvisionnement. Si les parents sont très regardants sur les dépenses, il en va autrement pour les enfants qui n'ont d'autres soucis que de satisfaire leurs exigences en portant souvent leur choix sur les articles les plus chers. Concernant les livres, la Direction de l'éducation a promis la disponibilité des manuels scolaires dans les établissements à 100%. Par ailleurs, perçue par les familles nécessiteuses comme étant une planche de salut, la prime de solidarité scolaire de 5 000 DA concerne, cette année, selon la Direction de l'éducation, plus de 7 000 enfants. Pour le trousseau scolaire, la Direction de l'action sociale (DAS) fait état d'une opération de solidarité avec les enfants issus de familles démunies, financée sur le budget de wilaya.

Mance T

Relizane -polyclinique de Lahlef : Le taux d'avancement n'a pas dépassé les 50%

La population de Lahlef, une circonscription administrative sise à une dizaine de kilomètres au sud de Oued R'hiou, doit encore patienter pour profiter des avantages de la polyclinique, dont les travaux ont été lancés en 2014. Et pourtant, ils sont plus de 22 milliards de centimes qui ont été mis sur la table pour la réalisation de cet édifice ô combien utile pour une population blasée par les déplacements sur Oued R'hiou pour une simple injection. Lors de sa sortie sur le terrain, le wali a piqué une colère noire et assigné l'entreprise réalisatrice de mobiliser tous ses moyens afin d'achever les travaux dans un délai ne dépassant pas les huit mois. Au chef-lieu de la daïra, Oued R'hiou, le chef d'exécutif s'est rendu à la cité Chara, où il a visité les travaux de viabilisation et de raccordement aux différents réseaux (eau, gaz et électricité) pour les 3100 unités de logements publics localisés. Les listes des bénéficiaires des lots de 500, 300 et 200 logements seront incessamment libérées, a-t-on appris. Toujours dans la même ville, les riverains sont montés au créneau pour réclamer la réalisation d'un pont sur l'oued qui les sépare du centre urbain. «En 2017, le wali nous a promis la réalisation de cet ouvrage d'art et nous avons appris qu'une enveloppe de 300 millions de centimes a été consacrée pour cette fin, mais depuis rien n'a pointé à l'horizon» ont il tempêté. «Nous sommes enclavés alors qu'on est à un jet de pierre de la ville» s'est désolé un jeune. A quelques kilomètres de là, soit à Hemadena, les habitants de Medadeha, se plaignent de la galère qu'ils endurent et des dangers qu'ils encourent au niveau du passage non gardé de la voie ferrée qui passe non loin de leur faubourg. «Ce qui nous chagrine, ajoutent-ils, est le mutisme des responsables devant l'indifférence de l'entreprise turque à laquelle ont été confiés les travaux du pont aérien, travaux qu'elle a interrompus depuis quatre ans alors que le taux d'avancement n'a pas dépassé les 50%». Devant cette situation, la population s'insurge et réclame la reprise des travaux. «Cinq milliards de centimes ont été injectés pour l'édification de cet ouvrage mais les travaux ont été abandonnés alors qu'on est quotidiennement confronté aux risques des accidents», ont-ils conclu et sollicitant l'intervention du wali pour les épargner de ces éventuels risques.

Insertion des enfants handicapés à Oran : 76 cas pris en charge par la clinique d'orthopédie de Misserghine

La clinique spécialisée en orthopédie et rééducation des victimes d'accident du travail (Cnas-CSORVAT) de Misserghine (Oran) prend en charge 76 enfants afin de les insérer dans le système de l'éducation ou de la formation professionnelle, a indiqué hier la cellule de communication de cet établissement de santé. Il s'agit d'une prise en charge médico-pédagogique d'enfants en situation de handicap moteur, en vue de les insérer dans le système de l'éducation ou de la formation professionnelle, explique la chargée de la communication de cet établissement, Naïma Maâchou. La prise en charge implique le volet pédagogique, médical et psychologique, précise la même source, soulignant qu'une équipe pluridisciplinaire s'occupe des enfants dès l'âge de 5 ans pour préparer leur insertion dans le système de l'éducation. Beaucoup d'enfants en situation de handicap ne sont pas encore autonomes et ne parlent pas encore bien à l'âge de 5 ans. Suivis à leur arrivée dans des classes d'observation, les spécialistes de la clinique leur apprennent certains rudiments (la propreté, les couleurs, la prononciation...). Une fois les rudiments acquis, ces enfants entament un programme scolaire avec un matériel adapté. Dans quelques mois ou quelques années, ils seront insérés dans des écoles normales, a fait savoir Mme Maâchou. La clinique continue son suivi médical et psychologique après l'insertion des enfants handicapés. Pour ce qui est des enfants qui présentent de grandes difficultés scolaires, ils sont accompagnés pour trouver une formation adaptée dans des centres de formation professionnelle, l'objectif étant de réussir à les insérer dans la vie socioéconomique, selon la même source.

Lehouari K

Aquaculture marine dans la wilaya de Tlemcen : Quatre projets en cours de réalisation

Quatre projets de fermes aquacoles sont en voie de réalisation sur le littoral de la wilaya de Tlemcen, dont trois seront implantées au large de Marsa Ben M'hidi alors que la quatrième est prévue au large de Honaine, a-t-on appris d'une responsable de la Direction locale de la pêche et des ressources halieutiques. Sur les quatre fermes aquacoles, deux verront bientôt le jour notamment avec l'arrivage durant les mois d'août et septembre derniers du matériel destiné au grossissement de la daurade royale et de loup de mer avec une capacité de production annuelle respective de 500 et 700 tonnes, permettant ainsi la création de plus de 20 postes d'emploi directs, a précisé Lila Kara. La première ferme est prévue au large de Marsa Ben M'hidi alors que la deuxième sera implantée au large de Honaine. Le montage des cages flottantes qui ont des dimensions de 25 mètres et 30 mètres de diamètre seront incessamment installées en offshore. Ces deux projets se font en autofinancement, souligne-t-on. Deux autres projets de conchyliculture pour l'élevage de la moule, situés au lieu dit Maarouf, au large de Marsa Ben M'hidi sont presque achevés. Le premier est financé par l'ANSEJ pour deux filières de 200 mètres de longueur avec une capacité de production annuelle de 24 tonnes avec la création de deux emplois directs, tandis que le deuxième est réalisé en autofinancement pour cinq (5) filières de 200 mètres de longueur avec une capacité de production annuelle de 50 tonnes avec la création de neuf (9) emplois directs, a expliqué Mme Kara. Deux autres promoteurs qui ont lancé des projets dans la filière de la pisciculture, en autofinancement, destinés au grossissement du Loup de mer et de la Daurade Royale pour une capacité de production annuelle de 500 et 600 tonnes devront ramener leur matériel pour l'installer au large de Marsa Ben M'hidi et Honaine d'ici la fin de l'année 2020. L'objectif ciblé est d'atteindre une production aquacole de 3.000 tonnes à l'horizon 2024, a-t-elle ajouté. Dans l'optique de mettre à la disposition de ces promoteurs des assiettes foncières, trois zones d'activité aquacoles sont créées à travers la wilaya notamment à Honaine avec une superficie de 2,8 ha, à Ghazaouet avec une superficie de 1,25 ha et enfin dans la daïra de Marsa Ben M'hidi avec une superficie de 2,4 ha. Ces zones peuvent abriter la logistique des projets qui sont au nombre de 31 (filiale pêche et aquacole), une écloserie, un chantier naval, deux unités de production de glace, une station de traitement et de purification de coquillages, une conserverie et deux unités d'expédition, a-t-on ajouté. L'activité de la filière aquacole marine sur le littoral de la wilaya de Tlemcen a commencé en 2015 avec le lancement d'un seul projet de pisciculture au large de Honaine avec une capacité de production annuelle de l'ordre de 600 tonnes par an de Daurade royale et de Loup de mer, a rappelé Mme Kara, selon qui cette activité augure d'un avenir prometteur après la concrétisation de tous les projets en cours.

Cancer à Ain Defla : Plus de 1250 malades pris en charge par l'association "El Fedjr" depuis 2015

Au total, 1250 personnes atteintes de cancer sont prises en charge à Ain Defla par l'association "El Fedjr" d'aide aux personnes atteintes de cancer depuis 2015 à ce jour, a-t-on appris auprès de sa présidente. Sur l'ensemble des malades pris en charge, il est dénombré 796 femmes atteintes de cancer du sein, a précisé Malika Mekki, signalant que depuis le début de l'année en cours à ce jour, 121 malades (tout type de cancer confondus) sont pris en charge par l'association. "La prise en charge des malades cancéreux résidant le plus souvent dans les régions enclavées de la wilaya a trait aux scanners, analyses et bi-lans", a fait savoir Mme Mekki, faisant état de deux assistantes médicales travaillant au profit de l'association au niveau du CHU Frantz Fanon de Blida ainsi que du centre Pierre et Marie Curie (CPMC) de l'hôpital Mustapha (Alger). Evoquant la crise sanitaire et son incidence sur la prise en charge des malades, la présidente de l'association El Fedjr a noté que faute de la disponibilité du transport

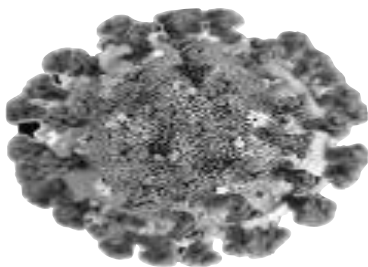


inter-wilaya, nombre de femmes suivant leurs cures (radiothérapie et chimiothérapie) à l'hôpital de Blida ont raté leur rendez-vous. Le même constat est susceptible d'être fait s'agissant des enfants cancéreux de la wilaya lesquels, en l'absence d'un service d'oncologie infantile à Ain Defla, sont contraints de se rendre au CPMC, a-t-elle encore fait remarquer. "Il est clair que l'avènement de la

Covid-19 a littéralement chamboulé les choses, nous empêchant d'organiser des portes ouvertes (notamment au niveau des zones rurales) sur la maladie comme ce fut le cas par le passé", a regretté Mme Mekki, faisant état de 60 femmes atteintes de cancer du sein depuis le début de la pandémie. Pour sa part, le responsable du service oncologie et maladies cancéreuses de l'établissement public

hospitalier (EPH) de Ain Defla, Mohamed Abada, a fait état de "80 à 100 cas de cancer du sein enregistrés chaque année à Ain Defla durant ces dernières années". "Cela représente quelque 30 % des cas de cancer enregistrés à l'échelle de la wilaya", a-t-il observé, mettant l'accent sur l'importance du dépistage dans le cas de cette redoutable pathologie.

Guebli N



Blida : Ouverture, avant fin 2020, d'un laboratoire de dépistage du coronavirus à l'université Saad Dahleb

Un laboratoire pour le dépistage du nouveau coronavirus sera ouvert à l'université "Saad Dahleb" de Blida, avant la fin de l'année en cours, en coordination avec l'Institut Pasteur d'Alger, a-t-on appris, auprès du recteur de l'université, Mohamed Benzina. "Un avis d'appel d'offre a été lancé pour l'équipement de ce laboratoire", a indiqué, M. Benzina, ajoutant que l'encadrement de cette structure "devant constituer un important appui pour le dépistage de cas d'atteintes par la Covid-19, au sein de la communauté universitaire et de la population", sera assuré par des enseignants spécialistes en épidémiologie et biologie, a-t-il fait savoir. S'exprimant sur la rentrée universitaire fixée pour le 22 no-

vembre prochain, le même responsable a assuré la mobilisation de "toutes les conditions garantissant le bon accueil des étudiants, en cette conjoncture sanitaire exceptionnelle", a-t-il dit. Il a signalé, en outre, le parachèvement de l'année universitaire écoulée, à travers notamment l'organisation des examens de rattrapage et des cours de révisions qui seront terminés vers le 15 novembre prochain, a-t-il précisé. Des réunions de travail avec les responsables des facultés et des départements sont en cours, pour, a-t-il ajouté, examiner les moyens d'organiser les étudiants durant la prochaine rentrée. "De nombreuses propositions sont à l'étude, comme la répartition des étudiants en groupes du matin et du soir, par

jour, ou par semaine, dans le cadre du strict respect du protocole sanitaire afin de prévenir la propagation de la Covid-19 au sein de la communauté universitaire". Le responsable a affirmé, à ce titre, l'application de l'ensemble des mesures sanitaires nécessaires, dont la prise de la température, le port de la bavette, la disponibilité des désinfectants hydroalcooliques, et la mise en place de points d'eau et du savon liquide pour le lavage des mains, outre le respect de la distanciation sociale, et la disponibilité d'une salle d'isolement sanitaire pour l'examen par les médecins du centre médicosocial relevant de l'université des éventuels cas suspects.

Arab M

Sit-in des souscripteurs AADL II 2013

Plusieurs dizaines de souscripteurs AADL II 2013 ont organisé, hier mardi, un sit-in devant le siège de l'agence AADL de Bouira pour protester contre le retard mis dans le positionnement dans le site qui devra les accueillir, situé à côté de la résidence Nassim, au nord de la ville de Bouira. Selon les présents, alors que le projet de plus de 1 000 logements a atteint un taux qui dépasse les 80%, aucune correspondance ne leur a été envoyée pour connaître leur positionnement. Pourtant, selon toujours les protestataires, au mois de juin dernier, les responsables de l'agence leur avaient promis que le positionnement serait fait début septembre. «Nous sommes au mois d'octobre et rien ne nous a été notifié», dira l'un d'eux qui rappelle qu'ils en avaient assez de louer pendant plus de sept ans, soit depuis 2013. «Nous voulons



connaître les raisons de ce retard, alors que pour les sites d'El-Hachimia et de Ain Bessem, les futurs propriétaires ont été invités à signer les engagements qu'ils allaient occuper réellement les logements et par là

même, leur donner leur position au niveau de ces deux sites», dira un autre souscripteur de Bouira qui était très remonté contre les responsables de l'agence locale de l'AADL qui n'a jamais daigné les recevoir pour les écouter. Aussi, et faute d'un dialogue ouvert à l'échelle locale, les protestataires lancent un appel aux responsables de la direction générale pour activer les procédures afin que le projet des 2 000 logements situé près de la résidence Nassim de Bouira soit achevé dans les plus brefs délais avec, bien entendu, la réalisation des travaux de voiries et de réseaux divers, afin que les futurs résidents soient logés dans de meilleures conditions.

Communes de la CA de Chéraga (Alger)

Les opérations de nettoyage se poursuivent

Les opérations d'éradication des décharges anarchiques et des points noirs se poursuivent quotidiennement au niveau de la circonscription administrative de Chéraga, indique un communiqué de la wilaya déléguée. Cette opération, lancée dernièrement, vise à prémunir et à anticiper les communes de la circonscription des inondations qui ont pris, ces dernières années, un caractère récurrent, «l'opération consiste en premier lieu à nettoyer les avaloirs dans le but d'empêcher qu'ils se bouchent», fait-t-on savoir dans le communiqué. Par ailleurs, il est question également dans le cadre de cette opération de «collecter tous les déchets solides dans les endroits connus pour être des points noirs et ce dans toutes les communes de la circonscription administrative de Chéraga», souligne notre source. Pour ce faire, l'opération a nécessité le déploiement de moyens humains et matériels de la part de toutes les communes qui dépendent de la circonscription de Chéraga, «outre les moyens des communes, la participation des Epic de wilaya a été d'un grand apport pour l'opération», peut-on lire dans le communiqué. Il s'agit des Epic Extranet et Asrout.

Habitants des zones d'ombre dans la wilaya de Bouira

Une enveloppe financière de 215 milliards de centimes allouée

Une enveloppe financière de 215 milliards de centimes allouée pour la wilaya de Bouira. Dans le cadre du programme du président de la République Abdelmadjid Teboune visant à promouvoir les conditions de vie des citoyens habitant dans les zones d'ombre, le wali de Bouira avait annoncé lors d'une mission de travail et d'inspection qui l'a conduit au début de cette semaine dans plusieurs localités du sud de Bouira qu'une importante enveloppe financière de l'ordre de 215 milliards de centimes qui financeront les 814 opérations réparties sur les 542 zones d'ombre réparties sur le territoire de la wilaya. Selon un communiqué de presse qui nous a été transmis hier par la cellule de la communication de la wilaya 72 opérations pour un coût total de huit milliards de centimes inscrites dans le cadre de ce programme présidentiel sont d'ores et déjà réalisées pendant que le reste des opérations sont engagées et leur livraison est prévue pour le troisième semestre de l'année 2021. Il importe de souligner en outre que lors de la visite en question le wali de Bouira Lakhal Ayat Abdeslam a distribué des cartables et des tabliers à plusieurs enfants issus des familles défavorisées. Le premier magistrat de la wilaya a indiqué sur ce volet que les services de la wilaya prévoient la distribution de 5500 cartables et autant de tabliers pour les élèves issus des familles défavorisées et l'opération touchera l'ensemble des localités de la wilaya de Bouira. Il importe de souligner en outre que plusieurs associations sociales activant sur le territoire de la wilaya ont déjà entamé des opérations de distribution de fournitures scolaires aux enfants issues des familles pauvres et ce en préparation de la prochaine rentrée scolaire.

Les bons réflexes quand vous faites du commercial

Établir des relations commerciales c'est d'abord l'opportunité de faire des rencontres et des échanges. Au lieu de vous focaliser sur l'idée seulement de la vente, dites vous que chaque entretien est pour vous l'occasion de découvrir une nouvelle personne, un nouvel environnement et donc cherchez avant tout à profiter de votre curiosité. Il ne s'agit pas lors de l'entretien d'évoquer les dernières actualités qui peuvent vous mettre en difficultés surtout si elles sont liées à des points de vue différents des vôtres et sujets à polémiques mais à rechercher ce qui peut intéresser votre interlocuteur mais grâce à ses réponses vous enrichir. Le commercial est souvent considéré comme une tâche à part, dédiée à ceux qui ont dû bagouter, de la « tchatche » et qui sont prêts à tout pour vendre. Or tout entrepreneur a pour vocation d'être avant tout un commercial s'il est attaché au développement de son entreprise. Le développement de l'entreprise est crucial, certes, mais le passage obligé est le commercial. Difficile quand l'on est convaincu que l'on n'a pas l'âme d'un commercial... Pour devenir un bon commercial, il faut d'abord quitter les idées reçues qui vous empêchent d'agir à bon escient.

Abolissez vos conceptions préétablies sur l'agenda de vos clients

Vous avez pris l'habitude de réduire l'agenda de vos clients à une journée de la semaine en ayant supprimé le lundi parce c'est le lendemain du week-end, le mardi parce c'est le lendemain du lundi, le mercredi parce que c'est le jour des enfants, le vendredi c'est la veille du week-end mais plus encore vous avez rayé les vacances scolaires... Vous avez en réalité transformé l'agenda de vos clients en un véritable agenda scolaire ! Vous oubliez peut-être que dans les entreprises les



vacances ne durent au maximum que cinq semaines et que donc vos clients travaillent le reste du temps et que tous vos clients n'ont pas forcément des enfants ou des enfants en âge scolaire et ne rythment pas leur emploi de temps selon des obligations qui ne font pas partie de leur vie. Alors n'hésitez pas à contacter vos clients du lundi au vendredi, et pendant les périodes scolaires, vous aurez toutes les chances de pouvoir décrocher un rendez-vous !

Allez à un entretien en l'ayant préparé

Vous avez du mal à prospecter. Alors, il vous faudra transformer ce défaut car l'entrepreneur d'aujourd'hui doit développer ses capacités à vendre. Allez vers l'autre pour lui présenter son produit devrait être un geste naturel. Pour cela décidez de mener des entretiens win-win en les préparant. Votre enjeu est de transformer cette pénible austérité en un moment agréable : il faut se lancer le défi de réussir et extraire de son vocabulaire la notion de corvée. Pour réussir n'échappez pas aux étapes incontournables.

Aucun commercial n'échappe à l'entraînement aussi bon soit-il ! Pour construire l'entretien, B.A. BA du commercial, il faut d'abord se donner des objectifs aussi bien quantitatifs que qualitatifs. Ecartez de votre esprit, les faux objectifs, ceux qui vous donnent bonne conscience mais qui ne donnent aucun résultat probant : celui de faire connaissance avec le client car il n'a pas de temps à perdre et vous non plus. Qu'est-ce qu'un vrai objectif : c'est par exemple l'objectif financier. A vous de cerner vos objectifs, votre entretien n'en sera que meilleur.

Entraînez-vous au pitch

Vous avez 60 secondes pour présenter votre entreprise à des interlocuteurs différents les uns des autres. Entraînez-vous donc au pitch jusqu'à ce que vous soyez capable de vous adresser à tous types d'interlocuteurs et donc de vous adapter à chacun pour pouvoir les conquérir. Réduisez votre temps de paroles : apprendre à écouter est le meilleur atout des commerciaux. Le flot de paroles qui conduit votre interlocuteur à ne souhaiter qu'une chose votre départ est à proscrire même s'il

vous rassure. Alors comment écouter, en prenant des notes tout en n'oubliant pas de regarder votre interlocuteur et d'arrêter d'en prendre pour montrer que vous l'écoutez avec intérêt, en faisant des gestes d'approbation de la tête... Le meilleur entraînement : la glace. Écoutez devant votre glace des émissions courtes de radio et regardez-vous en train d'écouter. Vous verrez ce que votre client voit, vous pourrez ainsi améliorer votre attitude.

Documentez-vous avant d'aller chez le client

Facile aujourd'hui avec les moyens dont on dispose Google, Facebook ... Mais le secret est d'aller plus loin en prenant le temps de mieux cerner votre client (le sport, les relations amicales, les relations professionnelles...).

Otez de votre esprit que le client vous rend service !

Vous allez vendre des produits dont le client a besoin, vous lui proposez des solutions, des produits nécessaires à la bonne marche de son entreprise. Il a besoin de vous presque autant que vous avez besoin de lui. Comme ce que vous lui proposez est performant c'est donc bien vous qui lui rendez service. Aujourd'hui, les dépenses ne sont plus jamais des dépenses inutiles dans une entreprise car un des enjeux de l'entreprise c'est de réduire les coûts tout en apportant à l'entreprise ce qui lui permet de gagner du temps et donc de réduire les coûts. Eh oui avant de vous piéger, votre interlocuteur a besoin de faire le bon choix et votre différenciation est capitale car votre client est lui-même en situation de risque : Il n'a pas le droit de faire un mauvais choix. Changez votre mental : les questions du client sont légitimes car lui-même doit bien acheter au meilleur prix.

● Cinéma

L'ENTREPRISE BRITANNIQUE D'EXPLOITATION CINÉMATOGRAPHIQUE "CINEWORLD" ANNONCE LA FERMETURE TEMPORAIRE DE SES SALLES

La chaîne britannique d'exploitation de salles de cinémas Cineworld a annoncé la fermeture temporaire, à partir de jeudi, de l'ensemble de ses salles au Royaume-Uni et aux Etats-Unis en raison du report de nouvelles sorties de films, dont le dernier "James Bond", du fait de la pandémie du coronavirus. Cineworld précise que la suspension des activités débutera jeudi et concernera 536 cinémas américains et 127 britanniques, affectant au total 45.000 salariés. Le groupe souligne que les marchés américains restent fermés, en particulier à New York, et que faute de visibilité les studios préfèrent repousser les sorties prévues. C'est notamment le cas du très attendu nouveau volet de James Bond, "No Time To Die" ("Mourir peut attendre"), dont l'arrivée sur les écrans vient d'être reporté au 2 avril 2021. Cineworld explique que la reprise de ses activités reste tributaire de la reprise des sorties cinéma des grands studios. Selon la presse britannique Cineworld a même écrit ce week-end au Premier ministre britannique Boris Johnson et au ministre de la culture Oliver Dowden afin de les prévenir que le secteur n'était "pas viable". Fondée en 1995, le groupe Cineworld exploite plus de 700 salles de cinéma à travers l'Europe, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et le Canada.

● Peinture

UN TABLEAU DE SISLEY REDÉCOUVERT VENDU PLUS DE 250 000 EUROS AUX ENCHÈRES

Un tableau d'Alfred Sisley, mis au jour lors d'une succession et propriété d'une famille depuis près de 130 ans, a été vendu 250 100 euros (frais compris) samedi, à Bourg-en-Bresse, a annoncé à l'AFP la commissaire-priseur Bénédicte Girard-Claudon. La «redécouverte» de ce tableau, qui porte la signature de Sisley mais n'avait pas encore été authentifié, a été faite par la commissaire-priseur à l'occasion d'une succession dans l'Ain. Cette œuvre du peintre anglais (1839-1899), né à Paris et ayant travaillé en France, était estimée entre 200 000 et 300 000 euros. Daté de 1892, le tableau en parfait état présente une vue de la rue des Fossés à Moret-sur-Loing, où vécut le peintre impressionniste, qui connaîtra une gloire posthume. «Ce tableau, c'est la perfection ! Quand on voit la qualité et l'intelligence des couleurs, on se rend compte à quel point c'était un grand peintre», a souligné Mme Girard-Claudon. Les propriétaires étaient «des descendants d'Alfred Ernst, un critique musical et artistique apparenté avec Charles Cottet, peintre de la Bande noire qui avait exposé avec Sisley lors d'un Salon en 1890», avait précisé à l'AFP l'expert Marc Ottavi avant la vente. Cette toile a «pu être achetée par Ernst pour aider Sisley qui a toujours été dans la misère», avait-il ajouté. L'œuvre sera incluse dans la nouvelle édition du Catalogue raisonné de l'œuvre d'Alfred Sisley de François Daulte, à paraître prochainement.

Culture

“Rentrée culturelle”, une rupture avec le gel des activités

La manifestation "La rentrée culturelle", tenue dans toutes les villes du pays depuis le 26 septembre, aura été l'occasion de marquer une rupture avec la suspension des activités culturelles, en vigueur depuis mars dernier dans le cadre de la lutte contre le coronavirus, avec un programme axé sur les rencontres, conférences et expositions en excluant les arts du spectacle et les activités destinées au grand public. Dans la capitale cette manifestation a vu la tenue de nombreuses rencontres sur des thèmes comme la production du théâtre depuis 1962, différents créneaux littéraires, la philosophie, ou encore l'écriture de l'histoire à la bibliothèque nationale en plus d'expositions d'arts plastiques. Pendant près de deux semaines l'exposition collective "Brise d'art", regroupant les œuvres d'une trentaine d'artistes peintres et sculpteurs était ouverte aux visiteurs à la galerie Baya du palais de la culture Moufdi-Zakaria, alors que le plasticien Mohamed Mekkari et le photographe Rafik Zaidi exposaient leurs travaux à la villa Dar Abdeltif. Les jeunes auteurs et poètes

étaient à l'honneur de cette programmation au même titre que les conteurs professionnels et les animateurs de cafés-littéraires et clubs de lecture qui ont tenu une rencontre avec la ministre de la Culture et des Arts. L'événement a également intégré un hommage à l'écrivain Mohamed Dib à l'occasion du centenaire de sa naissance par une conférence dédiée à son parcours et une exposition de ses œuvres.

Absence du public et des arts du spectacle

Mis à part les cérémonies officielles d'ouverture et de clôture, cette manifestation ne compte aucun spectacle musical, de représentation de théâtre ni de projection cinématographique, des créneaux à l'arrêt depuis plus de six mois et qui intéressent particulièrement un plus large public. De nombreux observateurs et acteurs de la scène culturelle algérienne s'interrogent sur la part, "quasi inexistante", accordée aux arts du spectacle qui restent un facteur important pour assurer une grande affluence du pu-

blic. Les activités programmées au niveau de la bibliothèque nationale s'adressaient en réalité à un public restreint d'initiés alors que les trois expositions ne drainent qu'un nombre très modeste de visiteurs par manque de promotion. Cette programmation a également souffert de nombreux changements et annulations exception faite du programme de conférences du Othéâtre national algérien et des théâtres régionaux. Plusieurs institutions du secteur de la culture, à l'instar des théâtres, salles de cinéma et de spectacle, poursuivent cependant leurs programmes virtuels respectifs entamé depuis le mois de mars dernier sans prévoir de reprise effectives de leurs activités toujours suspendues par mesure de prévention contre la propagation du coronavirus. Les musées, galeries d'art et bibliothèques de lecture publique restent pour le moment les seuls espaces autorisés à ouvrir en adoptant un protocole sanitaire strict. La manifestation "La rentrée culturelle" prend fin mercredi après une cérémonie de clôture prévue au palais de la culture Moufdi-Zakaria.

Rencontre

L'évolution du théâtre amazigh de la pratique populaire à la scène professionnelle

L'évolution du théâtre amazigh depuis la pratique populaire jusqu'à la scène professionnelle actuelle a été mise en avant par le dramaturge Mohand Ait Ighil et le formateur et homme de théâtre Abdelaziz Hammachi qui ont animé, mardi à Alger, une rencontre sur "l'histoire du théâtre amazigh". Tenue dans le cadre de la manifestation "La rentrée culturelle" lancée le 26 septembre dernier par le ministère de la Culture et des Arts, cette rencontre a été coordonnée par le Théâtre régional de Bejaia Abdelmalek-Bouguerrouh à la Bibliothèque nationale d'El Hamma, devant un public peu nombreux. Les conférenciers ont d'entrée rappelé "l'aspect inné dans la pratique du théâtre depuis des millénaires", que les "algériens d'expression amazighe ont naturellement adopté dans leur quotidien et leurs rites et fêtes populaires". De la "Sebiba" dans le Tassili N'Ajjer, classée au patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco en 2015 aux rituels kabyles de "Bouafif", danse populaire de collecte des œufs, et "Amghar Ouchekkouf", un autre bal masqué célébrant le début du printemps, les

fêtes populaires séculaires, "aux formes para-théâtrales", ont toujours constitué "une source intarissable et un réservoir inépuisable de talents pour le théâtre amazigh", expliquent-ils. Le cérémonial de "Ayra", se déroule lui aussi dans les normes d'une véritable scénographie, avec des personnages portant des masques, et habillés de peaux de bêtes, un déguisement qui rappellerait la Commedia Dell'arte, a estimé Omar Fetmouche, intervenant lors des débats. Abordant la relation avec les universités, les orateurs ont déploré l'absence quasi totale de contacts "pour permettre aux étudiants de s'imprégner des différents ateliers intervenant dans le montage d'une pièce de théâtre", se limitant, selon eux, juste à l'"étude du texte et ses aspects linguistiques". Les conférenciers ont rappelé ensuite, l'apport du travail colossal du dramaturge "Mohia", Abdelah Mohia de son vrai nom (1950-2004) qui a consacré sa vie à adapter des œuvres théâtrales universelles à la langue et à la culture kabyle, à l'instar de "Sin Enni" (ces deux-là) tirée de, "Les émigrés" de Slawomir Mrozek, en plus de la

traduction et l'écriture de textes de chansons. Une chronologie des différentes périodes qui ont marqué l'évolution du théâtre amazigh ont été énumérées par Abdelaziz Hammachi soulignant l'apport "considérable" des associations de villages et de quartiers, un "véritable moteur à la pratique du 4e art en Tamazight", selon lui. Le parcours d'Abdelmalek Bouguermouh (1946-1989), un autre dramaturge de taille, a été évoqué par Mohand Ait Ighil, en se focalisant sur sa perpétuelle volonté de mettre son savoir au service des jeunes talents activant dans le mouvement associatif des villages. "Bouguerrouh était une référence pour tous les pratiquants du 4e Art (...) il avait le souci de donner de l'esthétique aux conflits" a-t-il rappelé, pour souligner le passage du théâtre amazigh "de l'étape de la revendication à celle de l'esthétique". Le cycle de conférences initié par la manifestation "La rentrée culturelle" prend fin mercredi avec une rencontre animée par les représentants du Théâtre régional Kateb-Yacine de Tizi Ouzou.

M.Toumi / Ag

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Le Monde

Fondation pour l'édition et la publicité

EDITER PAR LA EURL EL HAOUAFIZE

Président directeur général

Directeur des publications

MME SEMROUNI.K

Directeur adjoint

Z.NACER

DIRECTEUR GÉNÉRAL FONDATEUR

MME SEMROUNI.K

MONDE DE L'ADMINISTRATION

RÉDACTEUR EN CHEF

A.SAÏM

SIÈGE SOCIAL 22 RUE SAHRAOUI EL ACHOUR - ALGER

DIRECTION FAX/TEL 0213957070

COMPTE NUMERO

00500112145616147 BDL

ANEP TEL 02137778

0213737128

FAX 0213739559

DIRECTION

OUEST-CENTRE-EST

IMPRESSION

SUA

USM Alger :

Les tests Covid "tous négatifs"

Alors que quatre joueur ont été suspectés d'avoir été contaminés par le COVID- 19 à l'USM Alger, le 5 octobre dernier, en l'occurrence, Oussama Chita, Adem Alilet, Abdelkrim Zouari et enfin Réda Boumechra, la direction du club algérois a révélé, hier, dans un communiqué que ces joueurs ont refait les tests sérologiques qui se sont tous avérés négatifs. « Depuis le début de notre préparation, notre staff médical veille au strict respect du protocole sanitaire exigé par les instances, et ce, pour la sauvegarde de la santé des joueurs et des différents staffs. Ce lundi 05 octobre 2020, après avoir procédé à des examens sérologiques, notre staff médical a été alerté sur la probabilité d'une éventuelle contamination au COVID 19 de quatre joueurs à savoir : Oussama Chita, Adem Alilet, Abdelkrim Zouari, Reda Boumechra, ainsi que notre cameraman. Aussitôt, nous avons procédé à des examens complémentaires ce mardi 06 octobre, notamment par des tests PCR qui se sont tous avérés négatifs », a écrit l'USMA dans son communiqué. Rappelons que l'USM Alger est en stage actuellement à l'ESRHA à Ain Benian.

Matches amicaux :

Belmadi : « je cherche la difficulté pour progresser »

L'entraîneur national Djamel Belmadi a expliqué son choix d'affronter le Nigeria et le Mexique lors des matchs amicaux d'octobre par la "qualité" de ces deux adversaires, dont le "caractère" lui permettra de progresser sur les différents aspects. "L'idée est de trouver de la difficulté et d'avoir des adversaires qui vont nous causer des problèmes. Le fait d'avoir des soucis nous pousse à les résoudre et ça aide à progresser. C'est quelque chose que je partage à fond et c'est mon expérience qui nous fait dire ça. On cherche toujours des adversaires de qualité, avec tout le respect qu'on doit pour le reste des équipes", a indiqué mercredi le coach national en conférence de presse virtuelle, à partir de Villach (Autriche). Les "Verts" commenceront par affronter le Nigeria vendredi au Wertheimer Stadion de Klagenfurt en Autriche (20h30 locales, 19h30 algériennes), puis le Mexique mardi au Cers-Jeans Stadion de La Haye, aux Pays-Bas (21h00 locales, 20h00 algériennes). "On aurait pu en quelques jours opter pour des sélections footballistiques peut-être moins d'envergure avec des matchs faciles, mais nous avons choisi ces équipes-là qui ne sont pas à présenter. Le Nigeria est une équipe qui a pris part à la dernière édition de la Coupe du monde de Russie et elle est bien positionnée au classement (Fifa) des nations. Nous avons eu l'occasion de la défier en demi-finales de la dernière Coupe d'Afrique des nations et c'était compliqué", a rappelé Belmadi. Interrogé sur la sélection du Mexique, Belmadi juge que cette équipe de la zone CONCACAF, coachée par l'Argentin "Tata" Martino, arrive en pleine confiance, espérant que la confrontation soit à la hauteur. "C'est une équipe forte qui arrive en pleine confiance. Les joueurs sont déterminés avec des assurances par rapport à leur type de jeu et leurs résultats. J'aime bien ces équipes latino-américaines et centrales car elles ont un fort potentiel. C'est une équipe qui carbure à plein régime et qui a beaucoup de joueurs évoluant dans le championnat MLS et en Europe", a expliqué le coach national de répéter : "Je cherche des matchs difficiles et compliqués car tout simplement, je cherche la progression. J'estime que la progression d'une équipe passe par ce genre de confrontations pour voir comment elle réagit. On espère que ce sera une grande opposition et qu'on sera à la hauteur". La sélection nationale du Mexique, qui reste sur 17 rencontres sans défaite, va affronter son homologue néerlandaise mercredi soir à Amsterdam, pour son premier match amical. La confrontation entre le Mexique et l'Algérie sera la deuxième dans l'histoire des deux sélections, après celle de 1985 dans le cadre d'un tournoi quadrangulaire préparatif à la Coupe du monde-1986. Les "Aztéques" l'avaient alors emporté 2-0 à Mexico.

Les locaux ne sont pas suffisamment prêt

Le sélectionneur algérien, Djamel Belmadi, a justifié l'absence des joueurs locaux dans le groupe appelé à défier le Nigeria et le Mexique en amical, respectivement les 9 et 13 octobre en Autriche et aux Pays-Bas, par leur méforme due à la longue période d'arrêt imposée par la pandémie de coronavirus. "Les joueurs sont restés à l'arrêt depuis plus de six mois à cause de la propagation du nouveau coronavirus. Plusieurs n'ont même pas entamé ou commencé les stages de préparation avec leurs équipes. Je suis en train de suivre ça et quand la compétition reprendra à nouveau, on verra", a indiqué mercredi le coach national en conférence de presse virtuelle, à partir de Villach (Autriche). Belmadi a fait confiance à une liste de joueurs évoluant exclusivement en Europe, vu que le championnat d'Algérie est à l'arrêt depuis mars dernier. "Le public algérien sait très bien que les joueurs locaux ne se sont pas entraînés à cause de la situation sanitaire. La réponse est claire, ils ne sont pas prêts surtout que le championnat n'a pas débuté", a-t-il insisté. Pour rappel, le dernier match des hommes de Djamel Belmadi remonte au 18 novembre 2019 à Gaborone face au Botswana (éliminatoires CAN-2021/victoire 1-0).

Bessa N

La conférence de presse de Belmadi en points

Divers sujets ont été abordés lors de la conférence de presse virtuelle animée mercredi par le sélectionneur national, Djamel Belmadi, depuis Villach (Autriche) en vue des matchs amicaux contre le Nigeria et le Mexique, prévus respectivement les 9 et 13 octobre en Autriche et aux Pays-Bas :

Coronavirus:

Djamel Belmadi est revenu sur la situation sanitaire difficile causée par le nouveau coronavirus. "Je salue le peuple algérien et le corps médical qui, aujourd'hui, est le vrai héros. Je tiens à leur dire vraiment que vous êtes nos héros. Allah Yaraham les gens décédés et je souhaite prompt rétablissement aux malades. J'espère que ce virus arrive à sa fin".

Benlamri:

Le coach national a réagi sur l'un des piliers des "Verts" champions d'Afrique-2019, Benlamri, qui s'est engagé avec le club français de Lyon. "On doit le féliciter car il mérite tout ce bonheur. C'est vrai, pendant toute cette période où il était sans club, nous étions tous inquiets car c'est un joueur très important de l'équipe nationale et on souhaitait qu'il trouve très rapidement un club, chose faite avec un grand de France, demi-finaliste de la dernière édition de la Ligue des champions. Quoi qu'il arrive, il sera dans un environnement professionnel où il y aura beaucoup de rigueur, il sera obligé d'élever son niveau de jeu et de s'appliquer dans son métier".

Slimani:

Belmadi a, en outre, abordé la situation de l'attaquant Slimani qui est dans le flou depuis quelques semaines. "Je sais qu'il a eu beaucoup d'opportunités de signer ici et là, mais peut-être qu'il ne maîtrise pas complètement la situation car son club (Leicester City, ndlr) a ses revendications. Je sais qu'il voulait assister à ce stage et aux deux rencontres, mais malheureusement ce n'est pas le cas. Ce n'est pas terminé pour lui car le mercato en Angleterre n'est pas encore fermé. J'espère qu'il trouvera un club et aura du temps de jeu. Il aurait pu signer dans des pays du Golfe mais il n'a pas voulu, préférant jouer en Europe parce qu'il a de l'ambition. C'est un joueur motivé qui veut progresser".



Youcef Belaïli :

Au sujet du joueur de l'Ahly-Djeddah (Arabie saoudite), Belamdi a qualifié sa situation d'"impasse". "Certes, Youcef est un joueur important de l'équipe nationale mais malheureusement il est dans une impasse. J'ai pu l'avoir et je lui ai dit ce que j'avais à lui dire et il sait ce que je pense. J'espère qu'il trouvera une solution pour sa carrière car tout le monde souhaite le voir jouer en équipe nationale. On va suivre ça attentivement".

Mehdi Zerkane :

Le milieu offensif des Girondins de Bordeaux, convoqué pour la première fois avec les "Verts", a été suivi par le coach national pendant une bonne période. "C'est un jeune joueur que j'ai suivi pendant sa préparation cet été. Il a toutes les qualités pour faire une belle carrière. C'est vrai, il n'a pas trop joué car il est jeune. Il a démarré la saison comme titulaire avec Bordeaux mais malheureusement il s'est fait expulser au bout de 20 minutes puis le lendemain, il s'est blessé et il était absent pendant cinq semaines. Il arrive à court de compétition et j'ai grandement hésité à l'appeler. Nous savons qu'il aurait pu opter pour la France ou le Maroc mais il a choisi l'Algérie et il a montré son intérêt à nous rejoindre".

Zineddine Ferhat:

Le milieu du club français de Nîmes, qui a ressenti des douleurs lors des entraînements, pourrait rater les deux matchs. "Je pense que sa participation est compromise car il a eu un petit souci aux entraînements".

Youcef Atal:

Mexique

Tata Martino : « Pays-Bas et Algérie, deux beaux défis »

Le sélectionneur du Mexique Gerardo "Tata" Martino a tenu hier une conférence de presse virtuelle, lors de laquelle il s'est exprimé sur les deux prochaines rencontres qui l'attendent, demain face aux Pays-Bas et le 13 octobre face à l'Algérie. Ayant travaillé durant les mois d'arrêt qu'avec les joueurs locaux, il s'est d'abord félicité de pouvoir récupérer ceux évoluant en Europe afin de reprendre la dynamique. Il a expliqué qu'il a bien travaillé avec le premier groupe. S'exprimant sur les deux rencontres qui l'attendent, il dira, « Les Pays-Bas et l'Algérie sont deux beaux défis pour savoir où nous en sommes après tant d'arrêt ». Concernant la concurrence, « Aucun joueur n'a sa place assurée. Ici, on reconnaît la hiérarchie des footballeurs, mais on ne peut pas exclure des joueurs car ils ne jouent pas, on sait qu'ils s'entraînent au plus haut niveau » mais aussi pour à propos des critères de sélection, « Ni jeunesse excessive, ni une ancienneté excessive ne vous excluent de l'équipe nationale ». Enfin il donne les objectifs de l'équipe du Mexique, « Nous avons également des joueurs dans de grands clubs et nous devons continuer à défendre notre place en CONCACAF et chercher à s'améliorer chaque année pour pouvoir se montrer dans un Coupe du Monde ».

Belmadi n'a pas caché son inquiétude au sujet du latéral niçois, de nouveau blessé. "On bosse avec lui du mieux qu'on peut. On est assez inquiets et on peut juste communiquer avec lui pour des conseils. Il faut que vous sachiez que ce qui se passe en club, on ne le maîtrise pas malheureusement. Dès qu'il reprend il se blesse, et je pense qu'il est en difficulté psychologique. Je lui souhaite un prompt rétablissement, j'espère qu'il sera fort. C'est un joueur qu'on aime, je suis obligé de me soucier pour lui, il sait qu'on est derrière lui".

Abdeslam Ouaddou:

Accepté dans le staff des "Fennecs", Belmadi s'est montré fier de collaborer avec son ancien partenaire. "C'est vrai qu'on ne fait pas entrer n'importe qui, mais là c'est une personne que je connais très bien. C'est un frère et un ancien partenaire à moi qui m'a déjà aidé. Il est venu ici pour terminer la dernière étape d'une licence Pro. On lui souhaite beaucoup de bonnes choses parce qu'il veut s'impliquer".

Madjid Bougherra:

L'ancien international et actuel entraîneur des locaux se trouve pour la première fois avec le staff technique élargi des "Verts". "Il est là parmi nous. Aujourd'hui, sa position est entraîneur des locaux et il a de belles échéances à préparer comme le Championnat d'Afrique des nations (CHAN). En attendant, il est proche de moi et il fait partie de mon staff élargi. Quand il n'a pas de stage avec son équipe, il sera avec moi. Je lui souhaite beaucoup de bonnes choses et une belle carrière d'entraîneur pour Madjid et Abdeslam Ouaddou".

Mots codés

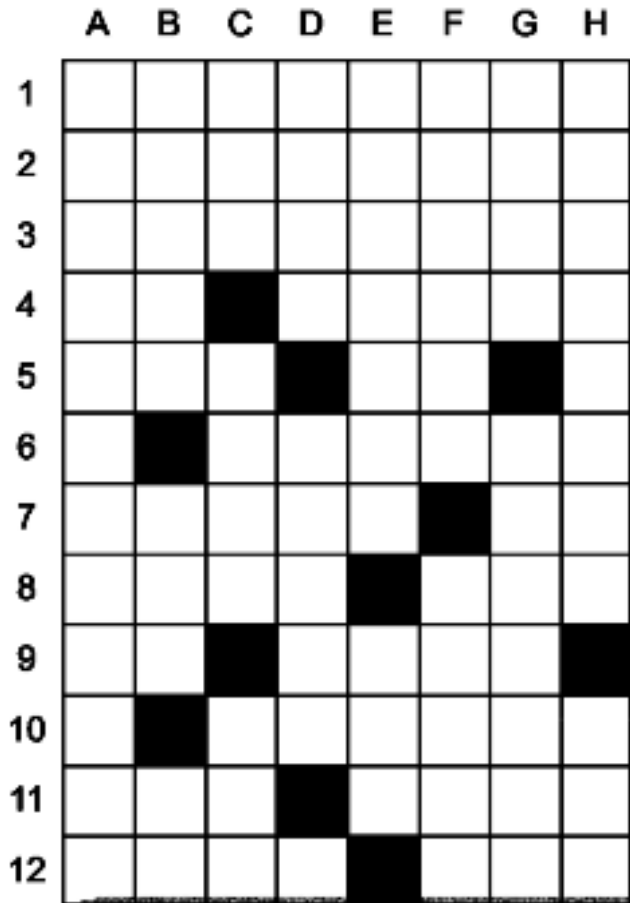


Mots mélangés

ALTERNER AMIE
ANATOMIE ARRETER
BLETTE CALMER
CARACOLER
CARMELITE
CIEL CORSAIRE DUCAT
ETRE EUPHORIE
FAVORIS FORMAT
GERME GYPSE
HAMSTER IMAGE
INEGALITE JOUJOU
LEUR LUCRATIF NUEE
OING PERVERS
PUISSANT SACHET
SALADE SCIE TILT
TUTU ZELATEUR
ZEPHYR ZETA



Mots croisés



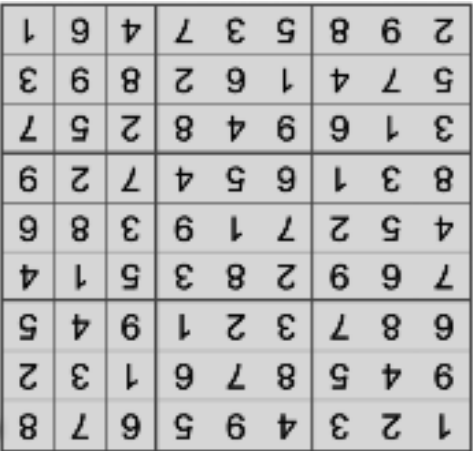
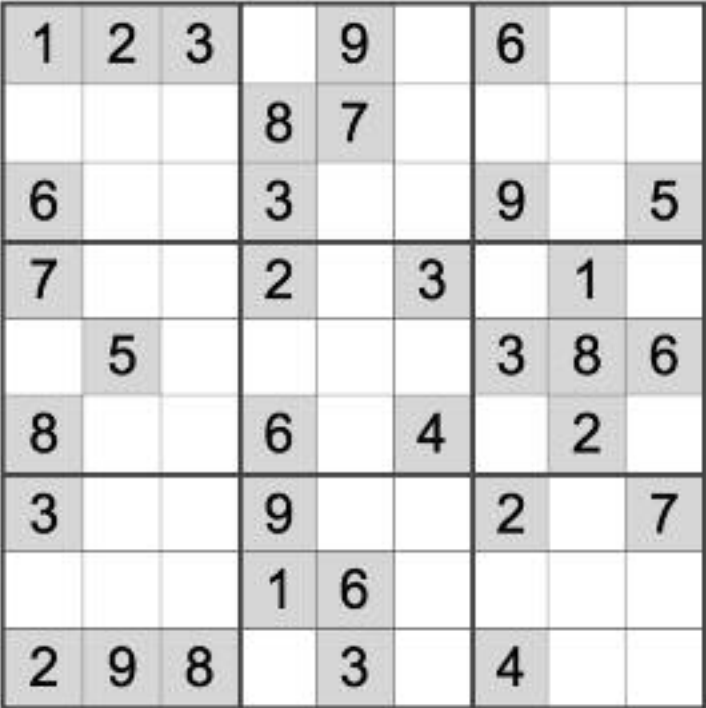
HORIZONTALEMENT :

1. Il sert de lit d'appoint. 2. C'est une nordiste. 3. Mettre la puce à l'oreille. 4. Limites d'un mur. Étoffe à reflet changeant. 5. Attention quand elle dort ! Il tapait et cognait. 6. Tomber sur le poil. 7. Couvertures de toits. Avec moi et surmoi. 8. Du temps des Romains. Terre pour poteries. 9. Bien parti pour la vie. Son itinéraire est tout tracé. 10. Délaissé, le pauvre ! 11. Un sémiologue. Une vieille école. 12. Vieux caractère. Direction.

VERTICALEMENT :

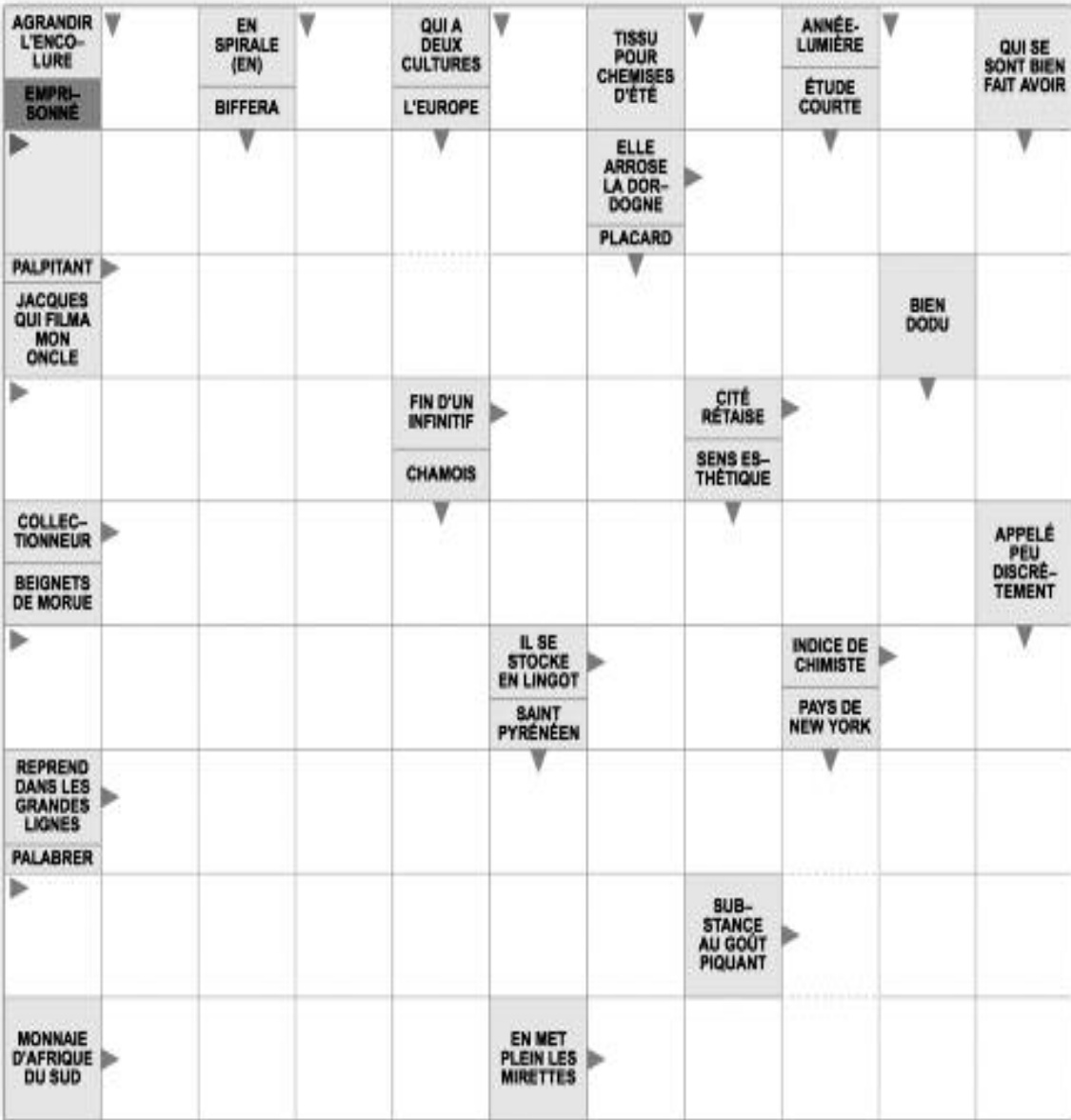
A. Arbre des vergers corses. B. Remit. Sœur de lai. Bon conducteur. C. Belle, au Palais. Arrose l'ex-Zaire. Volume de blé... D. Ça fait froid dans le dos ! Appelée par son nom dans la fable. E. Gamme du peintre. Coupe les pâtés. F. D'une blancheur immaculée. Sa fille est comme un garçon. G. Chef de tribu d'Israël. Privées de tête. H. Qui vit par la pensée. Aide à driver.

Sudoku



Solution
sudoku

Mots fléchés



Quotidien National d'Information ● www.lemondeadm.com



LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Coronavirus
**121 nouveaux cas, 94 guérisons et 6 décès
ces dernières 24 heures**

Cent vingt-et-un (121) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 94 guérisons et 6 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, hier à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 52.520 dont 121 nouveaux cas, soit 0,3 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1779 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 36.857, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19. En outre, 19 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 26 n'ayant



enregistré aucun cas, alors que 3 autres ont enregistré 10 cas et plus. Par ailleurs, 31 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir. Le même responsable a souligné que la situa-

tion épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

Coopération algéro-espagnoles
**La Directrice de la garde civile espagnole
et le président du Gouvernement espagnol,
en visite en Algérie**

La Directrice de la Garde civile espagnole, Maria Gamez Gamez a effectué, mardi, une visite d'une journée en Algérie, dans le cadre de la coopération militaire entre les deux pays. Le Général Gouasmia Noureddine, Commandant de la Gendarmerie nationale (GN) a reçu la Directrice de la Garde civile espagnole et la délégation l'accompagnant, au siège du Commandement de la GN", précise le ministère de la Défense nationale, ajoutant que lors d'une séance de travail, les deux parties ont abordé les voies et moyens de coopération et d'échange d'expertises entre la GN et son homo-

logue espagnol, en matière de sécurité publique et de lutte contre le crime organisé». La 2e étape de la visite a eu lieu "au siège du Commandement des Forces navales, où la délégation a été reçue par le Général Châalal Abdelaziz, Commandant du service national des garde-côtes relevant du Commandement des Forces navales». À cet effet, une réunion de travail a été consacrée aux "domaines de coopération et de coordination entre les deux pays en matière de sécurité maritime, outre la visite d'unités flottantes de garde-côtes". Dans le même contexte Le président du Gouvernement espagnol, Pedro San-

chez, effectue depuis hier une visite officielle de deux jours en Algérie, à la tête d'une importante délégation. Il rencontrera le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et tiendra une séance de travail avec le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad ». Le quotidien espagnol El Pais a dévoilé le programme de la visite du chef du gouvernement espagnol. Lors de cette visite, a précisé la même source, Pedro Sanchez discutera avec les responsables algériens des questions liées à la politique migratoire, la sécurité et la lutte contre le terrorisme, ainsi que l'énergie.

Détachement à la Grande mosquée de Paris:
Belmehdi lance le concours

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi a présidé mercredi à Dar El Imam de Mohammadia (Alger), le lancement des épreuves du concours des cadres parmi les imams et les mourchidate qui seront détachés à la Grande mosquée de Paris. Dans une déclaration à la presse à cette occasion, M. Belmehdi a affirmé que «529 candidates et candidats participent à ce concours qui compte trois (3) catégories dans différentes spécialités de la fonction d'Imam (imam professeur principal, imam professeur et imam enseignant) et des mourchidate». Les candidats repartis sur le lycée Abane Ramdane et l'Ecole nationale de formation et de perfectionnement des cadres du secteur des affaires religieuses située à Dar El Imam, concourent pour 60 postes budgétaires. Les candidats admis à l'épreuve écrite passeront l'épreuve orale pour mieux connaître leurs aptitudes scientifiques, religieuses et lin-



guistiques, dont la date sera fixée ultérieurement, ajoutant que les imams qui seront admis bénéficieront d'un cycle de formation. Dans le même contexte, M. Belmehdi a rappelé que les imams algériens encadrant la communauté algérienne et musulmane au niveau des mosquées de France, comptent parmi les meilleurs, car faisant preuve de modération, de pondération et de discipline, ce qui a été confirmé par les Français eux-mêmes,

ajoutant que nos imams se sont distingués en France et en Europe. Par ailleurs, le ministre a salué les compétences scientifiques de ces imams candidats venus des 48 wilayas, que ce soit dans la récitation et l'exégèse du Saint Coran ou dans la maîtrise de la langue française. Lors de ces épreuves, les mesures préventives contre la propagation du nouveau coronavirus (covid-19), dont la distanciation physique, ont été respectées.

Le point sur la pandémie :
**Reprise économique
difficile et inégale
selon le FMI**

L'économie mondiale, précipitée au printemps dans une profonde récession par la pandémie, a commencé une longue ascension vers la reprise qui sera « difficile », « inégale » et sujette à de potentiels « contretemps », a prévenu mardi la dirigeante du FMI. Le commerce mondial est moins malade qu'initialement prévu mais le rebond sera bien plus faible que ne le pensait l'OMC, qui souligne qu'une grande incertitude pèse sur ses prévisions.

**1,045 millions
de morts et plus
de 35,5 millions
de cas :**

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 1.045.097 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre, selon un bilan établi par l'AFP à partir de sources officielles. Plus de 35,5 millions de cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués. Les États-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 210.784 décès. Suivent le Brésil (147.494 morts), l'Inde (103.569 morts), le Mexique (81.877 morts), et le Royaume-Uni (42.369 morts).

**Trump sans
symptôme,
l'état-major en
quarantaine :**

Donald Trump ne présente plus de symptôme du Covid-19 au lendemain de son retour à la Maison Blanche, après trois jours d'hospitalisation, a annoncé mardi son médecin. Le président américain a minimisé la menace du coronavirus, tentant, face à des sondages alarmants, d'accréditer l'idée qu'il serait immunisé contre le virus, mais aussi contre la défaite, et se disant impatient de débattre une nouvelle fois, le 15 octobre, avec son adversaire démocrate Joe Biden. Facebook et Twitter ont par ailleurs pris des mesures punitives mardi contre des propos du président assurant que la grippe saisonnière tuait plus de personnes que le Covid-19 dans certains cas. Le chef d'état-major américain, le général Mark Milley, et plusieurs autres hauts responsa-

bles militaires se sont mis en quarantaine mardi après des réunions avec le numéro deux des Garde-Côtes, testé positif.

**Suisse, examen
d'autorisation du
vaccin d'Aztra
Zeneca :**

L'autorité suisse du médicament, Swissmedic, a annoncé mardi qu'elle étudiait la demande d'autorisation du vaccin contre le Covid-19 développé par Astra Zeneca et l'université d'Oxford.

Record de cas quotidiens en Iran :

Les nouveaux cas de contamination ont dépassé pour la première fois en Iran la barre des 4.000 en une journée, au lendemain d'un bilan record de mortalité quotidienne, selon les chiffres officiels publiés mardi. « Il est particulièrement important » que l'Iran libère ses détenus politiques au moment où le coronavirus circule dans ses prisons, a jugé l'ONU mardi.

**Stagnation en
France :**

En France, la reprise de l'économie devrait être stoppée net au dernier trimestre de 2020, avec une stagnation du PIB à cause de la résurgence de l'épidémie, a estimé mardi l'Insee, confirmant sa prévision d'une récession de 9% cette année. Des aides élargies pour les entreprises fermées pour lutter contre le coronavirus ou touchées indirectement par ces mesures seront annoncées la semaine prochaine, a annoncé mardi le ministre français de l'Economie Bruno Le Maire. Toujours en France, plus d'une personne en grande précarité sur deux en région parisienne, pour l'essentiel des migrants, a été infectée au Covid-19, révèle la première étude sur ces populations menée par Médecins sans frontières (MSF), qui qualifie cette prévalence d'«énorme».

**Nouvelles
restrictions en
Europe :**

Les villes de Berlin et Francfort ont annoncé mardi la mise en place d'un couvre-feu de 23 heures à 6 heures du matin et une restriction des contacts sociaux. La Belgique va adopter dans tout le pays la fermeture des bars et cafés à 23 heures, jusqu'ici limitée à Bruxelles. En Roumanie, des policiers en civil vont patrouiller pour faire respecter le port obligatoire du masque dans certains espaces publics.